



REPUBLIQUE DU BENIN

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEURE ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE

UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION
(FASEG)

OPTION : ECONOMIE

SPECIALITE : ANALYSE DE PROJETS

MEMOIRE POUR L'OBTENTION DU DIPLOME DE LICENCE
PROFESSIONNELLE EN SCIENCES ECONOMIQUES

THEME :

ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LES
TRANSFERTS DE FONDS DES MIGRANTS ET LA
CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

Rédigé et soutenu par :

ADJIBADE Moussiliou

&

DEGUE José

Maitre de mémoire

Dr Jean ADANGUIDI

Enseignant-chercheur à la

FASEG/UAC

Maitre de stage

Gérard KPATINDE

*Directeur Adjoint de la
Programmation et de la Prospective
du MPD*

Année académique : 2015 - 2016

6^{ème} Promotion

AVERTISSEMENT

La Faculté des Sciences Economique et de Gestion (FASEG) n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

DEDICACES 1

*Je dédie ce mémoire à tous ceux sans qui ma vie serait vaine sur terre.
Par ce geste, recevez l'expression de mon sincère amour.*

Moussiliou ADJIBADE

DEDICACES 2

A tous ceux qui m'ont apporté leur aide dans la réalisation de cette œuvre; merci pour le courage et toute la joie que vous m'apportez.

José DEGUE

REMERCIEMENTS

Au terme de ce travail, nous exprimons nos sentiments de gratitude et de profonds remerciements à tous ceux qui nous ont apporté leur soutien dans la réalisation de ce document, notamment :

- Tout le corps professoral et administratif de la FASEG
- Docteur Jean ADANGUIDI, notre maitre de mémoire, pour sa disponibilité permanente tout au long de ce travail,
- Monsieur Oscar METEHOUE, Directeur de la Programmation et de la Prospective du Ministère du Plan et du Développement (DPP/MPD) qui nous a acceptés au sein de sa direction,
- Monsieur Gérard KPATINDE, notre maitre de stage, Directeur Adjoint de la Programmation et de la Prospective du Ministère du Plan et du Développement,
- Monsieur Denis MOUZOUN, assistant du maitre de mémoire pour ses conseils,
- A tous les stagiaires de la DPP/MPD pour l'ambiance de travail,
- Tous nos camarades de promotion de la FASEG,
- A nos parents et amis pour l'assistance et le soutien.

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Evolution conjointe dans le temps des différentes variables	25
Graphique 2:Fonctions de réponse des variables du modèle à un choc sur les transferts.....	30

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1:Détermination du Lag Optimal.....	26
Tableau 2:Résultats du test ADF en niveau sur les différentes variables de l'étude.....	27
Tableau 3:Résultats du test ADF en différence première sur les différentes variables de l'étude	27

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1:Les variables utilisées pour le modèle.....	38
ANNEXE 2:Tests de stationnarité	39
ANNEXE 3:Estimation du VAR	49
ANNEXE 4:Estimation du VECM.....	51
ANNEXE 5:Test de cointégration de Johansen.....	52
ANNEXE 6:Causalité de Granger	53

SIGLES ET ABREVIATIONS

DPP	Direction de la Programmation et de la Prospective
DSRP	Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
MPD	Ministère du Plan et du Développement
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
ODD	Objectifs de Développement Durable
OITFM	Observatoires International des Transferts des Fonds des Migrants
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Pays les Moins Avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest africaine
UN-OHRLLS	Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les Pays Moins Avancés
VAR	Vecteur Auto Régressif
VECM	Modèle vectoriel à correction d'erreur

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE ET INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE	2
I- Cadre théorique	2
2. Revue de la littérature	5
II- Cadre institutionnel.....	14
1. Présentation du MPD	14
CHAPITRE II : CADRE METHODOLOGIQUE ET RESULTAT DE L'ETUDE	18
I- Méthodologie de la recherche.....	18
2. Méthode d'estimation.....	21
II- Présentation et analyses des résultats	24
CONCLUSION ET SUGESSTIONS	35
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUE	36
TABLE DES MATIERES	54

Résumé :

Le présent travail analyse la relation entre les transferts de fonds des migrants et la croissance économique au Bénin. Ce choix de repère d'analyse se situe dans le fait que la croissance apporte au pays de nombreux bénéfices tels que : l'amélioration du niveau de vie et du pouvoir d'achat, l'augmentation de l'espérance de vie, une meilleure scolarisation, la baisse des risques liés à la guerre, etc. Pour y parvenir, nous avons eu recours à un modèle vectoriel à correction d'erreur. Les données couvrent la période de 1985 à 2014, soit 30 observations. Nous avons utilisé le Produit Intérieur Brut (PIB) qui représente l'ensemble des biens et services produits dans le pays pendant une année. Les principaux résultats montrent que les envois de fonds constituent un déterminant de la croissance à long terme mais non à court terme. Les fonctions de réponses ont permis quant à elles de constater que les transferts de fonds affectent l'économie béninoise par le biais de la consommation, des importations et de l'investissement. Ces résultats suggèrent qu'une réflexion particulière doit être portée sur cette ressource financière dans la mise en place de la politique de développement du pays afin de la rendre plus utile au développement tout en maximisant son rendement sur la croissance. Ainsi, il revient aux autorités de définir et de mettre en vigueur une politique d'amélioration des conditions d'investissement dans le pays. Cette politique est censée inciter les béninois de l'extérieur à accroître leur investissement dans des secteurs clés en s'inspirant des expériences menées dans d'autres pays. Mais, celle-ci doit s'accompagner de flexibilité financière.

Mots clés : Transferts de fonds, modèle vectoriel à correction d'erreur, croissance, importation, PIB, consommation.

Abstract :

This paper analyzes the relationship between remittances from migrants and economic growth in Benin. This choice of benchmark analysis lies in the fact that growth brings the country many benefits such as improving the living standards and purchasing power, increased life expectancy, better schooling, lower risks of war, etc. To achieve this, we used a vector error correction model. The data cover the period from 1985 to 2014, 30 observations. We used the Gross Domestic Product (GDP), which represents all goods and services produced in the country for a

year. The main results show that remittances are a key long-term growth but not short-term. The response functions enabled on them to see that remittances affect the Beninese economy through consumption, imports and investment. These results suggest that special consideration must be focused on this financial resource in the development of the country's development policy to make it more useful to development while maximizing performance on growth. Thus, it is up to the authorities to define and implement a policy to improve investment conditions in the country. This policy is intended to induce the outside Benin to accointe their investment in key sectors, drawing on experiences in other countries. But this must be accompanied by financial flexibility

Key-words: Remittances, model vector error correction, growth, importation, PIB, consommation

INTRODUCTION

Le flux migratoire connaît une augmentation considérable ces dernières années. Cette croissance est due à de multiples raisons et plus principalement à la recherche du bien-être. Le souci qu'ont les émigrés du bien-être de leur famille restée au pays natal les incite à effectuer des transferts de fonds à leur endroit. Les envois de fonds des migrants constituent une source de financement extérieur d'une importance croissante pour les économies en développement. Les fonds transférés par les migrants viennent augmenter non seulement le revenu intérieur des ménages mais également rétablir l'équilibre de la balance des paiements (Straubhaar & Vădean, OCDE, 2006). Ces transferts de fonds représentent des flux financiers de plus en plus considérables en direction des pays en développement, retenant par conséquent l'attention tant des chercheurs, des praticiens que des institutions financières internationales (Tchokpon et Gnansounou, 2010). En augmentation régulière, les transferts en direction de l'Afrique subsaharienne sont estimés par la Banque Mondiale à 2,2% du PIB de cette partie du continent en 2009. Dans les économies de l'UEMOA, les fonds reçus des travailleurs migrants ont quasiment quadruplé entre 2000 et 2008. Pour le Bénin, les transferts reçus sont estimés à 2,9% du PIB en moyenne sur la période 2000-2008. Eu égard à cette évolution et à ses effets potentiels, la thématique des transferts des migrants suscite beaucoup d'intérêt dans la littérature économique de ces dernières années. Les analyses portent notamment sur les déterminants des transferts de fonds, les circuits empruntés et l'impact économique de ces opérations sur les pays bénéficiaires.

Le but de cette étude, est d'analyser la relation existante entre les transferts de fonds des migrants et la pauvreté en faisant recours au modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM) permettant de prendre en compte toutes les relations possibles entre les variables du modèle que sont la production, la consommation, les importations, les investissements et les transferts de fonds.

Le premier chapitre de ce document sera consacré à la description du cadre théorique et institutionnel de l'étude. Quant à la méthodologie, les résultats issus des divers tests économétriques ainsi que leur implication en termes de politique économique seront exposés dans le deuxième chapitre.

CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE ET INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE

I- Cadre théorique

1. Problématique, objectifs et hypothèses

1.1. Problématique

Les flux migratoires sont en forte croissance ces dernières décennies. On estime à 230 millions, le nombre de personnes en mouvement de par le monde, ce qui représente environ 3% de la population mondiale (Wikipedia). Nous observons que ces flux migratoires s'accompagnent souvent d'envois de fonds des migrants à leurs familles. Dans maints pays, notamment en Afrique, les envois de fonds des migrants nationaux et internationaux contribuent largement aux processus de développement (Lachaud 1999).

Au début des années 80, on admettait déjà l'importance des transferts de fond pour compenser la perte de capital humain des pays en développement du fait des migrations (OCDE, 2002). Aujourd'hui, leur potentiel de stimulation de la croissance économique est de plus en plus reconnu. En effet, les transferts de fonds constituent en général des flux contra-cycliques, c'est-à-dire qui augmentent en période de récession dans les pays hôtes, soutenant la consommation intérieure et par conséquent la demande intérieure. L'importance des envois de fonds est évidente du point de vue de l'atténuation de la pauvreté, et ils peuvent avoir un effet multiplicateur significatif sur la croissance économique et l'investissement (FIDA, 2007).

Le Bénin étant l'un des pays les moins développés au monde et où, par conséquent, les besoins de financement sont énormes face à des ressources disponibles insuffisantes, les transferts de fonds constituent donc une opportunité à exploiter.

Les transferts de fonds représentent la grande partie (plus de 60%) des transferts courants reçus. Ces fonds servent, pour la majeure partie, à la construction immobilière privée et à la consommation privée (R. Bénin, 2009). Par ailleurs, ils représentent en moyenne, entre 1975 et 2008, 3% du PIB, 14,2% des importations, 27,8% de l'investissement et 27,7% des exportations. En 1992, les sommes envoyées on atteint 61% de la valeur de l'investissement intérieur, et 56,5% de celle des exportations. Plus récemment, en 2008, les transferts ont atteint

près du double des recettes d'exportations. D'où l'intérêt de plus en plus porté par les autorités à ce flux financier tant au niveau national que sous régional.

Face aux défis de la mobilisation des ressources financières pour réduire la pauvreté et atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD/ODD), et au regard des potentialités des transferts de fonds reconnues même des institutions internationales, des réflexions sont en cours pour créer des conditions favorables aux transferts des migrants afin de les orienter vers des activités économiques plus productifs. Ainsi, à l'issue de la Conférence Ministérielle des Pays les Moins Avancés (PMA) sur le renforcement de l'impact des transferts de fonds sur le développement, organisé en février 2006 par le Gouvernement du Bénin, avec l'appui de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), du Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les Pays les Moins Avancés (UN-OHRLLS), du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), de la Norvège, de l'Irlande et de la Banque Mondiale, le Bénin a été choisi par les PMA pour abriter le siège de l'OITFM (l'Observatoire international des Transferts des Fonds des Migrants des pays les Moins Avancés).

L'orientation des transferts de fonds vers le financement des projets sociaux tels que la construction d'écoles, de centres de santé, etc. peut contribuer directement à l'atteinte des OMD/ODD et par voie de conséquent participer à la réduction de la pauvreté et à la croissance. La possibilité que les transferts de fonds puissent agir sur la croissance, voire le développement d'un pays a suscité beaucoup de recherche ces dernières années tant dans le monde académique que financier.

Il paraît alors judicieux de mesurer les effets des transferts de fonds des migrants reçus sur la croissance économique au Bénin.

Plusieurs questionnements se posent donc, pour une meilleure connaissance du rôle du transfert de fonds et les mécanismes par lesquels ils interagissent avec la croissance économique :

- quels sont les canaux par lesquels les transferts de fonds des migrants influencent l'économie béninoise ?
- quels sont les effets des transferts des fonds migrants sur la croissance économique?

1.2. Objectifs

L'objectif principal visé par la présente étude est d'analyser les transferts de fonds reçus afin de mieux comprendre leurs déterminants et leurs rôles dans l'économie béninoise. Plus spécifiquement, il s'agira :

- d'analyser les canaux par lesquels les transferts de fonds des migrants influencent l'économie béninoise ;
- d'analyser la relation entre les transferts de fonds des migrants et la croissance économique.

1.3. Hypothèses

L'analyse des transferts de fonds reçu des migrants au Bénin qui sera effectuée dans cette étude passe par la réponse aux questions posées dans la problématique. Pour répondre à ces différentes questions, nous formulons deux hypothèses :

- Hypothèse 1
«Les transferts de fonds des migrants à leur famille impactent l'économie béninoises à travers la consommation, les importations, l'investissement»
- Hypothèses 2
« Les transferts de fonds contribuent à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration du bien-être. »

2. Revue de la littérature

2.1. Clarification des concepts

Transferts de fonds des migrants

Un transfert de fonds des migrants est un envoi transfrontalier de fonds, de la part d'un individu qui travaille dans un pays étranger à une autre personne vivant dans le pays d'origine. Ces transferts représentent une fraction des sommes gagnées par le travailleur migrant, qui sont envoyées principalement à des membres de sa famille. Les transferts de fonds des migrants présentent les principales caractéristiques ci-après :

- ce sont des transactions entre individus ou entre individus et foyers ;
- ils se font entre pays relativement riches et foyers ou individus relativement pauvres dans le pays de réception ;
- les montants individuels sont faibles et la fréquence d'envoi élevée (en général mensuelle) ;
- les envois deviennent importants à certaines occasions (événements culturels, religieux, etc...) ;
- leur volume peut varier en fonction du rythme de l'activité économique dans les pays d'accueil et de la survenance de chocs (sécheresses, inondations, conflits, etc.) dans les pays d'origine ;
- une part significative des transferts des migrants emprunte les circuits informels.

Les transferts de fonds désignent les sommes envoyées par les travailleurs migrants et les autres membres de la diaspora dans leurs pays d'origine, qui sont destinées soit à leurs familles, soit à la constitution d'épargne ou à la création d'activité lucrative ou non.

Ils représentent également les envois de fonds des travailleurs et rémunération des salariés reçus. Ils comprennent les transferts courants par les travailleurs migrants et les paies et salaires touchés par les travailleurs non-résident. Ces transferts résultent de la somme des trois éléments définis dans la cinquième édition du Manuel sur la balance des paiements du FMI que sont les envois des travailleurs, la rémunération des salariés et les virements des migrants. Les envois de fonds sont classés en tant que transferts privés courants des travailleurs migrants résidant dans leur pays d'accueil depuis plus d'un an, quel que soit leur statut en matière d'immigration, vers des bénéficiaires dans leur pays d'origine. Les transferts des migrants sont définis comme étant la valeur nette des migrants devant rester dans le pays d'accueil pendant plus d'un an qui est transféré d'un pays à l'autre lors de la migration.

Croissance économique

La croissance économique désigne la variation positive de la production de biens et de services dans une économie sur une période donnée, généralement une période longue. En pratique, l'indicateur le plus utilisé pour la mesurer est le produit intérieur brut ou PIB. Il est mesuré « en volume » ou « à prix constants » pour corriger les effets de l'inflation. Le taux de croissance, lui, est le taux de variation du PIB. On utilise souvent la croissance du PIB par habitant comme indication de l'amélioration de la richesse individuelle, assimilée au niveau de vie.

La croissance est un processus fondamental des économies contemporaines, reposant sur le développement des facteurs de production, lié notamment à la révolution industrielle, à l'accès à de nouvelles ressources minérales (mines profondes) et énergétiques (charbon, pétrole, gaz, énergie nucléaire...) ainsi qu'au progrès technique. Elle transforme la vie des populations dans la mesure où elle crée davantage de biens et de services. À long terme, la croissance a un impact important sur la démographie et le niveau de vie (à distinguer de la qualité de vie) des sociétés qui en sont le cadre. De même, l'enrichissement qui résulte de la croissance économique peut permettre de faire reculer la pauvreté de cette même société.

2.2. Etats des lieux

Les transferts d'argent des migrants vers leurs pays d'origine représentent des flux financiers d'importance pour les pays en développement, atteignant souvent des pourcentages conséquents du produit intérieur brut. Selon les dernières estimations de la Banque mondiale (décembre 2011), les transferts de fonds des migrants vers les pays en développement représenteraient 351 milliards de dollars en 2011, en hausse de 11% par rapport à 2009. Selon Hans Timmer, directeur du Groupe des perspectives de développement à la Banque mondiale : "Malgré l'impact de la crise économique mondiale sur les flux de capitaux privés, les flux d'envois de fonds vers les pays en développement demeurent robustes, et affichent un taux de croissance estimé à 8 % en 2011".

En dépit de la conjoncture économique mondiale, la Banque mondiale estime la croissance des transferts à 515 milliards de dollars en 2014, dont 441 milliards vers les pays en développement.

Au Bénin, les transferts reçus par les ménages en 2011 sont estimés à 139,0 milliards, soit 4,0% du PIB. Ces fonds proviennent principalement des émigrés salariés (44,1%) et de ceux exerçant une profession libérale (34,6%). Par contre, les envois des ménages à la diaspora s'élèvent à 27,0 milliards (0,8% du PIB) et émanent en grande partie des ménages dont les chefs sont des salariés (50,1%) et des personnes exerçant une profession libérale (35,8%).

Une part relativement importante des fonds reçus de la diaspora est destinée aux ménages dont les chefs exercent une profession libérale (41,9%) et dans une moindre mesure aux salariés (15,2%), aux inactifs (11,0%), aux artisans (10,0%) et aux élèves et étudiants (4,6%). Par contre, en ce qui concerne l'envoi des ménages à l'étranger, près de la moitié est destiné aux élèves et aux étudiants (47,8%) EMICOV (2011).

Les fonds reçus des migrants proviennent essentiellement de l'Afrique (62,7%).

Une part également importante émane de l'Europe (29,2%), principalement de la France (20,1%). Les montants reçus de la diaspora vivant en Afrique sont issus en grande partie de l'Afrique de l'Ouest (32,9%), en particulier du Nigeria (13,5%), et de l'Afrique du Centre (21,5%) principalement du Gabon (8,7%) et du Congo (6,2%).

En ce qui concerne les envois des ménages à l'étranger, ils sont destinés en majorité à l'Afrique (62,2%) et dans une moindre proportion à l'Europe (20,9%) et à l'Amérique (14,0%). Les autres continents ne représentant que 2,9% des envois. Les transferts en direction de l'Europe ont été majoritairement orientés vers la France (17,8%) alors que ceux en direction de l'Amérique sont dominés par les envois vers le Canada (10,6%). Les envois des ménages à la diaspora vivant en Afrique de l'Ouest sont estimés à 46,5% des émissions totales. Le Sénégal (8,3%), le Ghana (7,7%), le Niger (6,7%) et la Côte d'Ivoire (5,0%) constituent les principales destinations.

Le circuit informel demeure un canal d'exécution des transferts relativement important malgré l'amélioration des services financiers offerts par les banques et les structures de micro finance, en partenariat avec les structures de transfert rapide d'argent (Western Union, Money Gram...). Environ deux ménages sur cinq préfèrent les circuits informels, en particulier celui des voyageurs. De manière subséquente, près du quart des transferts reçus plus exactement 22,7%, et 28,5% des envois à l'étranger ont transité par les canaux informels.

Les transferts sont reçus par les ménages sur une base régulière (77,3%). Les transferts reçus selon une fréquence mensuelle représentent 38,4% du total, contre 31,0% pour les réceptions annuelles. En ce qui concerne les fonds envoyés, 67,9% des transferts totaux ont été réguliers avec une fréquence le plus souvent annuelle (47,0%).

La plupart des fonds envoyés par la diaspora sont consacrés à l'investissement immobilier (23,0%), aux autres investissements - achats de champs, fonds de commerce, etc.- (28,1%) et à la consommation courante (29,6%). Par contre, les

envois des fonds à la diaspora sont destinés en majorité à la consommation courante (43,6%) et à l'éducation (29,8%).

2.3. Théories sur les motivations des transferts de fonds des migrants

C'est à l'analyse économique, en particulier l'analyse microéconomique, que nous devons la construction des modèles théoriques d'analyse des transferts de fonds, ceux-ci ayant de nombreuses vérifications empiriques. Deux grandes familles de modèles microéconomiques sont généralement présentées dans la littérature pour expliquer les motivations des transferts : l'«altruisme» et l'«échange» (ou la «réciprocité») (Cox, Eser, Jimenez 1996).

2.3.1. L'altruisme

Les travaux économiques portant sur les motivations des transferts privés trouvent essentiellement leur origine dans la littérature psychologique. Le premier économiste à s'être saisi de cette question est Gary S. Becker dans un article de 1974. La question initiale de Becker est la suivante : alors que l'intérêt individuel domine sur le marché, pourquoi dans certains domaines les comportements altruistes persistent dans nos sociétés ? Dans le modèle fondateur de l'altruisme beckerien (Becker, 1974), un individu bénévole (le donneur) prend soin d'un autre individu (le bénéficiaire). Toutefois, l'approche de Becker a des limites. Le désintéressement de l'altruiste beckerien implique l'absence d'échange entre le donneur et le bénéficiaire. En effet, Becker prétend modéliser les interactions sociales mais ne prend pas en compte la possibilité que ces transferts attendent une contrepartie. Cette limite sera en partie levée à travers l'hypothèse d'échange.

2.3.2. L'échange ou la réciprocité

L'hypothèse d'échange a initialement été formulée par Bernheim et al. (1985) dans leur étude sur les comportements d'héritage. Dans ce cadre, le donneur opère un transfert vers un bénéficiaire avec pour objectif de recevoir une contrepartie. Celle-ci peut prendre la forme d'un transfert financier, matériel ou immatériel (services rendus). Il y a donc l'idée

d'une compensation qui peut être différée ou non. En fait, il est possible de distinguer deux formes d'échange : l'échange pur dans lequel les deux protagonistes sont bénéficiaires (avantage mutuel à l'échange) et l'échange stratégique caractérisé par une manipulation de la part d'un des protagonistes (Arrondel et Masson, 2006). Ce modèle de réciprocité a suscité de nombreuses applications, mais c'est incontestablement sur la question des transferts intergénérationnels, dans le cadre de la relation parents / enfants, que l'essentiel des travaux théoriques ont été produits (Altonji et al., 1997 ; Wolf, 2000 ; Arrondel et Masson, 2001). L'idée directrice est que les parents peuvent utiliser leurs investissements en éducation, les aides financières, les cadeaux, les prêts, la promesse d'un héritage comme paiement de services accordés par leurs enfants.

2.4. Transfert de fonds des migrants et croissance économique

La littérature sur les transferts des migrants s'est pendant longtemps focalisée sur leurs impacts microéconomiques, tout en négligeant leurs conséquences macroéconomiques. Cet état de fait s'explique par une conception théorique de l'utilisation des transferts selon laquelle ces flux financiers, étant principalement destinés à la consommation, ne peuvent donc pas avoir des impacts macroéconomiques significatifs.

Cependant certains chercheurs comme Stahl and Arnold (1986) soutiennent que les fonds transférés peuvent exercer un effet multiplicateur considérable même quand ils sont utilisés à des fins de consommation.

2.4.1. Effets positifs des transferts

Les transferts parce qu'ils font partie intégrante du capital physique ne peuvent affecter que positivement la croissance. Selon Rocher et Pelletier (2008), une part significative des fonds transférés est généralement dépensée en biens de consommation courante alors qu'une fraction plus réduite est épargnée ou investie. Quel que soit donc le mode de dépense, ils peuvent contribuer à la croissance. Des études économiques récentes ont montré que les fonds transférés peuvent exercer un effet multiplicateur élevé quand bien même ils ne sont pas investis. En effet, un dollar provenant d'un transfert qui est dépensé pour satisfaire des

besoins essentiels stimule le commerce de détail, ce qui dynamise la demande de biens et de services, et celle-ci incite à son tour la production (Lowell et de la Garza, 2000). Dans le même ordre d'idées, Ratha (2003) pousse plus loin l'analyse en chiffrant non seulement l'effet sur la production mais aussi en le décomposant par zone de résidence. Ratha (2003) a montré que chaque « migradollar » dépensé au Mexique fait augmenter le Produit National Brut de 2,69 dollar US si les bénéficiaires des transferts sont des ménages urbains, et de 3,17 dollar si les bénéficiaires sont des ruraux. Ce qui traduit que plus ces ressources s'accroissent, plus ils contribuent à la production nationale et ce d'autant plus dans les zones où les besoins en ressources étaient plus importants. Pour parvenir à la même conclusion, certains auteurs ont plutôt utilisé le canal indirect de l'investissement. L'idée est que les transferts permettent d'accroître l'investissement qui à son tour impacte la croissance. A partir d'une étude réalisée sur des données de panel provenant de 11 pays d'Europe centrale et orientale, León-Ledesma et Piracha (2001) ont ainsi observé que les transferts contribuent fortement à l'accroissement du niveau d'investissement de ces pays. Drinkwater et al. (2003) sont parvenus à des résultats analogues pour une étude portant sur 20 pays en développement. Sur la base de l'hypothèse de Buch et al (2002) selon laquelle les transferts de fonds peuvent influencer directement ou indirectement sur la croissance, Diaz (2007) analyse deux canaux par lesquels les transferts affectent la croissance : un canal direct et un autre indirect par l'investissement. En se basant sur le canal indirect et en utilisant l'échantillon de Giuliano et Ruiz-Arranz (2005), Diaz (2007) montre que les transferts affectent positivement la croissance par le canal de l'investissement même si l'ampleur est faible.

2.4.2. Effets négatifs des transferts

Mais pour d'autres auteurs tels Azam et Gubert (2002), les transferts n'ont pas que des effets positifs sur l'économie des pays en développement. Selon les tenants de ce courant de pensées, les effets des transferts sur la croissance seraient plutôt négatifs à cause des effets pervers qu'ils engendrent et dont les coûts sont plus importants que les bénéfices qu'ils peuvent engendrer. Leurs arguments se résument en quatre points.

Premièrement, si les transferts produisent une demande supérieure à la capacité de production de l'économie considérée, cela pourrait avoir un effet inflationniste dans le cas où la demande concerne des biens non marchands (OCDE, 2006), à l'image des terrains

agricoles en Egypte dont les prix ont augmenté de 600% entre 1980 et 1986 à cause des transferts (Adams, 1991).

Deuxièmement, les transferts peuvent favoriser l'accroissement de la demande de produits importés aussi bien de la part des ménages ruraux qu'urbains, réduisant ainsi la demande de biens locaux avec pour effet une hausse du coût de la vie et une baisse du pouvoir d'achat des populations (Ahouré, 2008).

Troisièmement, les transferts pourraient influencer les taux de change en favorisant l'appréciation des monnaies des pays receveurs ou le ralentissement des dépréciations (le syndrome hollandais) avec les effets néfastes sur les exportations, l'emploi (Banque Mondiale, 2006) et la croissance (Chami et al, 2005). Et quatrièmement, ils favorisent une dépendance vis à vis des transferts de la part des bénéficiaires dans les pays en développement (Lipton 1980 ; Binford, 2003 ; Chami et al. 2003), encouragent l'émigration des personnes en âge de travailler, donc une sortie massive de la main-d'oeuvre, entraînant à terme la réduction de l'offre de travail.

Loin de se limiter à la théorie, cette approche a été validée par des analyses économétriques. Utilisant les données de panel sur un large échantillon de pays (113), Chami et al. (2003) ont constaté une relation négative entre transferts et croissance économique. Ce résultat serait dû, selon les auteurs eux-mêmes, au problème de hasard moral généré par les transferts de fonds. En effet, selon Chami et al. (2003), les transferts détournent l'offre de travail en rendant les récipiendaires dépendants des fonds au lieu de travailler. Quant à Karagöz (2009), il aboutit à une conclusion similaire pour la Turquie bien que les transferts aient un impact significatif sur la croissance.

2.4.3. Effets nuls des transferts

Dans cette même catégorie, d'autres études ont montré que les transferts n'ont aucun impact sur la croissance ou sur l'investissement. Une étude du FMI (2005), sur 101 pays, n'a trouvé aucune relation entre les transferts et la croissance de même que d'autres variables comme l'investissement. Aussi en déduit-on qu'à l'instar de l'aide au développement, l'environnement économique pourrait jouer un rôle important dans l'efficacité des transferts

de fonds sur la croissance. Un bon climat d'investissement et un système financier développé peuvent contribuer à accroître l'impact des transferts sur la croissance et l'investissement. Cette tendance est défendue par un nombre de plus en plus important de chercheurs qui constituent le troisième groupe (De Soto, 2000 ; Eckstein, 2004 ; Kireyev, 2006).

Selon les partisans de ce dernier groupe, l'état du système financier servirait de catalyseur qui permet aux transferts de fonds d'agir sur la production à travers l'épargne, la masse monétaire, etc. Selon Ziesemer (2007), les transferts impactent positivement la croissance à cause de sa capacité à accroître le taux d'épargne dans les pays ayant un revenu par habitant inférieur à mille deux cent (1200) dollars US. Sur un échantillon de 73 pays en développement, Giuliano et Ruiz-Arranz (2005) introduisent une variable d'interaction entre les transferts et plusieurs indicateurs de l'approfondissement financier (crédit, masse monétaire, etc.) et ils trouvent un effet négatif sur la croissance. Ils suggèrent alors que l'impact des transferts sur la croissance diminue avec un niveau élevé du développement financier. En d'autres termes, les transferts ont contribué à favoriser la croissance seulement des pays qui ont des systèmes financiers peu profonds. Mais, les auteurs ne mentionnent pas le niveau optimal de développement financier à partir duquel les transferts ont un impact décroissant sur la croissance.

II- Cadre institutionnel

1. Présentation du MPD

Cette section permettra de faire la présentation générale du ministère d'accueil, de sa DPP et identifier les forces et faiblesses liées au fonctionnement de son organisation.

1.1. Historique

Le MPD a connu de 1957 à aujourd'hui, 33 dénominations. Dans le dernier gouvernement du Général Mathieu KEREKOU de l'ère du renouveau démocratique le 04 février 2005, Monsieur ZUL Kif SALAMI a pris le règne de ce ministère qui a pour dénomination Ministère de la planification et du développement.

A partir de 2006, précisément le 08 avril, Monsieur Pascal Irénée KOUPKAKI a occupé successivement le poste de Ministre du Développement, de l'Economie et de Finances, de Ministre d'Etat, chargé de l'Economie, de la Prospective, du Développement et de l'Evaluation de l'Action Publique. Depuis 2009, le ministère se verra amputer de son volet Economie, Finance et deviendra Ministère d'Etat, chargé de la Prospective, du Développement, de l'Evaluation des Politiques et de la Coordination de l'Action Gouvernementale. Par la suite, ce ministère a connu cinq (5) dénominations et ce n'est que sous la direction de Monsieur Marcel de SOUZA qu'il change de dénomination pour être Ministère du Développement de l'Analyse Economique et de la Prospective et qui a laissé place à Monsieur Lionel ZINSOU sous le régime du président Boni Yayi.

Après la présidentielle de 2016, ce ministère a connu une autre dénomination et un nouveau ministre. Actuelle le MDAEP est devenu Ministère du Plan et de Développement et a à sa tête Monsieur Abdoulaye Bio TCHANE.

1.2. Mission et Attribution

Le MPD a pour mission d'impulser et de piloter le développement économique et social conformément au décret n°2012-544 du 17 décembre 2012.

Le Ministère du Plan et de Développement a pour missions de promouvoir et de suivre les programmes du gouvernement dans tous les domaines et de développer les

Entreprises privées, conformément au décret N°2012-544 du 17 décembre 2012 portant Attributions, Organisation et Fonctionnement MPD

A l'instar des autres ministères, le MPD fonctionne sur financement d'un budget inclus dans le budget général de l'Etat. L'ordonnateur du budget du ministère est le Ministre lui-même qui dirige l'ensemble des structures du département dont il a la charge et qu'il représente au sein du Gouvernement. Il a la responsabilité du leadership politique et institutionnel ainsi que de la gouvernance dans le domaine de compétence du ministère. Il a de même l'obligation de rendre compte au chef du Gouvernement, de l'évolution des résultats, des performances et de la qualité de la gouvernance de son département et d'en faire une communication appropriée. Il assure la cohésion, la coopération, la complémentarité et la synergie nécessaires entre son Cabinet et le Secrétariat Général du Ministère. Il soumet au conseil des Ministres, les propositions de textes déterminant la politique de son secteur, les projets de lois, d'ordonnances et de décrets. Le Ministre exerce ses fonctions sous l'autorité et par délégation du Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement avec ses collègues membres de son mandat par l'élaboration et la conduite des politiques, programmes, projets et budgets. A ce titre, il est chargé de:

- Fournir au gouvernement les prévisions sur les évolutions externes et le diagnostic sur les problèmes internes à partir des données, des faits et chiffres ;
- Assurer la qualité de la gouvernance et du contrôle en veillant à l'amélioration des performances, au respect de l'intérêt général, des valeurs républicaines, de l'éthique et des normes ;
- Assurer l'organisation des moyens en déterminant les plans, programmes, projets et budgets ;
- Définir la structure des responsabilités d'exécution, dans le respect des dispositions du décret précité ;
- Assurer la conduite des hommes et des femmes par un choix judicieux, un recyclage permanent, une mobilisation et une motivation permanente des ressources humaines ;
- Constater et de réagir sur les écarts ou déviations observés par rapport aux valeurs, normes ; prévisions, plans, programmes, projets et budgets en initiant les corrections, innovations et changements qui s'imposent.

1.3. Organisation du Ministère

La structure organisationnelle du MDAEP est présentée à travers un organigramme. Cet organigramme comprend, outre quelques services qui lui sont rattachés directement, des directions centrales, techniques, départementales ainsi que des organismes sous tutelle qui lui permettent de mieux collaborer dans le cadre de leur travail.

Le Ministère dispose de :

- Un Cabinet ;
- Quatre structures directement rattachées au Ministre ;
- Un Secrétariat Général ;
- Quatre Directions Centrales ;
- Trois Directions Techniques et six Directions Départementales ;

2. Cadre physique de l'étude : la DPP

2.1. Missions et attributions de la DPP

Il s'agit de présenter ici la Direction de la Programmation et de la Prospective (DPP) qui a servi spécifiquement de cadre pour nos observations de stage afin d'aborder son environnement. La DPP assure la gestion du processus de planification du Ministère. Elle est coordonnée par un Directeur nommé par décret pris en conseil des Ministres, conformément à la procédure de dotation des hauts emplois techniques, sur proposition du Ministre du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective.

Le DPP est assisté d'un adjoint qui le supplie en cas d'absence ou empêchement.

Suivant l'arrêté n°2012-061/MPDEAP/DC/SGM/SA portant Attribution, Organisation et Fonctionnement (AOF), la DPP est chargé de :

- collecter, traiter et diffuser toutes les informations nécessaires à une réflexion prospective et stratégique dans le domaine de compétence du Ministère, notamment par rapport aux attentes et besoins des clients/usagers ;
- animer les processus d'analyse, de planification et de suivi-évaluation du Ministère ;
- élaborer, suivre et évaluer, en liaison avec le cabinet du Ministère et le Secrétariat Général du Ministère, les plans stratégiques et opérationnels du Ministère ;
- élaborer, suivre et évaluer un budget-programme à partir des plans stratégiques et opérationnels du Ministère et du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) ;

- élaborer, en liaison avec les Directions Techniques et Départementales, les programmes et projets du Ministère ;
- mobiliser, en liaison avec les services financiers, les financements pour ces programmes et projets ;
- assurer le suivi-évaluation des projets et programmes du Ministère ;
- mettre en place une base de données et un dispositif de collecte, de traitement et d'analyse des informations pour réussir la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation au sein du Ministère ;
- veiller à la prise en compte des études d'impact environnemental dans le cadre des programmes et des projets du Ministère ;
- d'élaborer les rapports annuels d'activité et de performance du ministère.

2.2. Organisation de la DPP

La Direction de la Programmation et de la Prospective comprend :

- ❖ un Secrétariat ;
- ❖ le Service des Etudes et de la Prospective Programmation (SEP) ;
- ❖ le Service de la Gestion du système d'Information (SGSI) ;
- ❖ la Cellule de Suivi-Evaluation des Programmes et Projets (CSEPP) ;
- ❖ le Service de la Coopération (SC)

CHAPITRE II : CADRE METHODOLOGIQUE ET RESULTAT DE L'ETUDE

I- Méthodologie de la recherche

1. Description de la méthode

Toute étude nécessite la mise en application d'une méthodologie permettant de mener à bien et de façon méthodique l'étude. La méthodologie établit la façon dont on va analyser, découvrir, décrypter un phénomène (Rispal, 2002).

Dans la plupart des études ci-dessus citées, les auteurs font recours pour l'approche méthodologique soit à un modèle sur données de panel, soit à un modèle linéaire général notamment en ce qui concerne les études relatives aux économies africaines.

La méthodologie adoptée dans cette étude repose sur un modèle Vector Auto Regressive (VAR) dont les variables ont été choisies sur la base des principaux résultats de la littérature économique. La modélisation VAR a été introduite par Sims (1980) et elle est utilisée dans la prévision, l'inférence structurelle et dans l'analyse des politiques (Stock et Watson, 2001).

L'utilisation du modèle VAR est méthodiquement justifiée par le fait qu'ils autorisent des simulations permettant de saisir les modifications des variables objectifs suite à un choc sur les variables instruments permettent ainsi d'appréhender le comportement dynamique de variables dépendantes linéairement du passé. C'est-à-dire qu'ils permettent d'expliquer une variable par rapport à ses retards et en fonction de l'information contenue dans d'autres variables pertinentes. De plus en tenant compte des relations entre plusieurs variables, les modèles VAR permettent ainsi d'expliquer, et non plus uniquement de décrire l'évolution d'une série. Aussi, ils évitent d'avoir à décider quelles sont les variables exogènes et endogènes du modèle. Ils comportent seulement des variables endogènes et on dispose d'un espace d'information très large. Les VAR sont des modèles empiriques. Ainsi, seules les données décident des relations possibles entre les variables. L'intervention du chercheur pour poser des restrictions ou des hypothèses est quasi absente (Sims, 1980). Les seules et uniques restrictions dans un VAR sont le choix de variables à inclure dans le modèle et le nombre de retards.

Présentation du modèle

La modélisation VAR tente de relier les variables en se basant sur l'évolution des données elles-mêmes. La conception de base de la modélisation VAR est de relier les variables dans un vecteur autorégressif d'un ordre donné mettant les variables dans un cadre relationnel. D'autre part, à cause de la particularité de ses différentes parties aléatoires, la modélisation VAR est utilisée dans le cadre de l'analyse des impacts et de la causalité. Ainsi, dans le modèle VAR, chaque variable est exprimée comme la combinaison linéaire de ses propres valeurs passées et des valeurs passées de toutes les autres variables.

Ce modèle VAR repose sur l'idée selon laquelle toutes les variables présentées dans le modèle sont endogènes et les erreurs de chaque équation sont corrélées. Les processus VAR constituent une généralisation des processus AR ou cas multi variés ou sous la forme d'un processus vectoriel moyenne mobile infini.

L'utilisation d'un modèle VAR est méthodiquement justifiée par le fait que les modèles VAR autorisent des simulations permettant de saisir les modifications des variables objectifs suite à un choc sur les variables instruments.

La généralisation de la présentation VAR à k variables et p décalages, notés VAR(p) a comme représentation générale :

$$Y_t = A_0 + A_1 Y_{t-1} + A_2 Y_{t-2} + \dots + A_p Y_{t-p} + V_t$$

Y_t est le vecteur des variables endogènes et A_0 est le vecteur des constantes et V_t la matrice des chocs.

1.1. Choix des variables et prédictions théoriques sur l'effet des variables

Le choix des variables est basé sur la littérature existante. En effet, dans les pays en développement, on estime que les transferts de fonds sont en grande partie destinés à la consommation des ménages puisqu'ils accroissent de fait leur revenu disponible. Selon la théorie économique, une hausse du revenu disponible des ménages entraîne, ceteris paribus,

une hausse de la consommation dans une proportion plus faible, donc de la demande globale dans le pays. La demande étant un déterminant de la production, selon Keynes, la consommation peut contribuer positivement à la croissance, si elle est orientée vers une demande nationale plutôt que vers la demande extérieure. Si elle est orientée vers la demande extérieure, la hausse de la consommation, due aux transferts de fonds, aura un effet positif sur le niveau des importations.

La hausse du revenu disponible a aussi une autre conséquence ; celle de l'accroissement de la quantité de monnaie détenue par les ménages donc la masse monétaire en circulation qui concourt à la hausse de la demande de biens et services, donc à des risques de tensions inflationnistes. Par ce canal, et sous l'hypothèse de l'insuffisance de l'offre locale, les transferts peuvent aussi entraîner une augmentation des importations. Selon la nature des importations - destinées à l'investissement ou à la consommation de biens - l'effet des importations peut s'avérer positif ou négatif sur la croissance.

Quant à l'autre partie des transferts de fonds, certes plus faible, elle est destinée à l'investissement, qui est un déterminant de la croissance économique. Donc, par le canal de l'investissement qu'il contribue à accroître, les transferts de fonds affectent la croissance de production.

Les transferts de fonds sont exogènes à l'économie nationale. Mais des crises, des perturbations dans les principaux pays sources ou un changement dans la politique monétaire ou structurelle nationale (baisse des taux d'intérêt, facilité des conditions d'investissement, etc.) peuvent aussi modifier le volume de ces flux qui à leur tour affectent la croissance nationale à travers plusieurs canaux.

En définitive, le modèle contient cinq variables à savoir la production, la consommation, l'investissement, les importations et les transferts de fonds. Ces derniers, notés (TF) qui ont été enregistrés par les canaux officiels, sont constitués des transferts des migrants, des envois de fonds des travailleurs béninois vivant à l'extérieur et de la rémunération des salariés (Banque mondiale). On s'attend à un effet positif sur la croissance économique. La consommation (C) représente les dépenses de consommation finale des ménages. Quant à l'investissement (I), il s'agit de l'investissement intérieur brut tandis que la production est mise pour le Produit Intérieur Brut (PIB). Les importations, notées (M), représentent la valeur de l'ensemble des biens et services importés au cours d'une année.

2. Méthode d'estimation

2.1. Présentation des différents tests économétriques

Comme déjà mentionné ci-dessus, une question essentielle concernant la spécification du modèle VAR est de savoir, si une variable possède un lien de causalité avec une autre ou non. Afin de fournir une réponse à cette question, nous allons utiliser un test de GRANGER (1969) qui est désormais connu sous l'appellation « la causalité dans le sens de GRANGER ». Ainsi, il sera question pour la présente étude d'examiner la stationnarité des différentes variables du modèle, de déterminer le nombre de retard optimal (Lag optimal) et d'effectuer en fin le test de causalité des variables.

2.2. Stationnarité des différents variables

Il convient d'analyser avant tout traitement économétrique et en particulier pour la modélisation VAR, le comportement des variables étudiées. Après cette analyse, pour procéder à l'estimation du modèle, on se rend compte au préalable de la stationnarité des variables à utiliser.

Ceci est nécessaire car les variables économiques et financières sont rarement des réalisations de processus stationnaires. La non stationnarité peut bien concerner l'espérance que les moments de second ordre. Depuis Nelson et Plosser, les cas de non stationnarité en moyenne sont analysés à partir de deux types de processus : Processus TS (Trend stationary) qui représente les processus caractérisés par une non stationnarité de nature déterministe et Processus DS (Différence stationary) qui représente le processus dont la non stationnarité est de nature stochastique.

Dans le premier cas, les données sont marquées par une tendance générale. Il sied alors d'introduire un trend ou une tendance générale dans le modèle ; en présence du second cas, si les ordres d'intégration des variables sont différents, il faut les différencier en vue de les rendre stationnaires. Or mettre en relation des variables dont les ordres d'intégration sont différents, sans les rendre stationnaires, ne peut que conduire à des fausses régressions ou régressions fallacieuses.

En effet, les processus TS et DS sont caractérisés par des comportements très différents et il convient de les distinguer. Suite à un choc, un processus TS revient à son niveau pré-choc, alors qu'un processus DS n'y revient jamais on en déduit donc que d'un point de vue économétrique ils sont tous aussi fondamentales. Pour ce faire, on utilise le test de Dickey-Fuller (DF) et le test de Dickey-Fuller Augmenté (ADF).

L'analyse de la stationnarité d'une chronique se fait : soit par l'examen visuel du « plot » de la série. Le graphique est la première étape dans l'analyse de n'importe quelle série temporelle. L'impression qu'on a directement est que la série a une tendance à la hausse ou à la baisse, ou encore elle est lissée ; soit par l'examen du corrélogramme de la série. Cet examen est basé sur la fonction d'autocorrélation. L'analyse d'une décroissance lente du corrélogramme, renseigne si le processus est stationnaire ou non. La statistique Q associée à ces coefficients peuvent valoir le test, en suivant une distribution chi-carré ; soit par le test de la racine unitaire de DICKEY et FULLER, qui sera exposé dans les lignes qui suivent.

Une série chronologique est stationnaire si son espérance mathématique et sa variance restent inchangées dans le temps. En d'autres termes la série stationnaire ne comporte ni saisonnalité, ni tendance. Dickey et Fuller (1979 ; 1981) ont mis au point un test permettant non seulement de détecter l'existence d'une tendance mais aussi de déterminer la stationnarité d'une série. Le test de racine unitaire indique l'ordre d'intégration des séries. Il en découle donc qu'une série est intégrée d'ordre 1 s'il convient de la différencier une fois avant de la rendre stationnaire. Il est important de préciser que le choix porté sur le Dickey Fuller augmenté se justifie par le fait qu'il tient compte du nombre de retard. C'est le test qui tient compte de l'hypothèse qu'il n'y a aucune raison pour que, à priori l'erreur soit corrélée. L'alternative d'hypothèses qui se présente à l'issue du test est la suivante :

H0: Il y a présence de racine unitaire (série non stationnaire) ;

H1: Il y a absence de racine unitaire (série stationnaire).

2.3. Nombre de retard optimal (Lag optimal)

Le nombre de retards retenus pour ce test est celui pour lequel la statistique Akaike info Criterion est la plus faible.

La statistique est automatiquement fournie par le logiciel Eviews 7

La règle de décision est la suivante : Si la statistique de Dickey-Fuller augmenté (ADFC) est supérieure à la valeur critique de Mackinnon (ADFL) au seuil de 5%, alors l'hypothèse H0 est acceptée. Il y a présence de racine unitaire, la série est donc non stationnaire. Si la statistique de Dickey-Fuller augmenté (ADFC) est inférieure à la valeur critique de Mackinnon (ADFL) au seuil de 5%, alors l'hypothèse H1 est acceptée. Il y a absence de racine unitaire, la série est donc stationnaire. Les tests sont appliqués en niveau, puis en différence au cas où il y aurait présence de racine unitaire à ce premier stade. Si les séries sont stationnaires, et toutes intégrées du même ordre, nous allons procéder à un test de cointégration et recourir à une représentation à correction d'erreur, qui fournit des relations entre les variables à court et long terme.

2.4. La causalité

Au niveau théorique, la mise en évidence de la relation causale entre les variables économiques fournit des éléments de réflexion propices à une meilleure compréhension des phénomènes économiques. De manière pratique, elle est nécessaire à une formulation correcte de la politique économique.

En effet, connaître le sens de la causalité est aussi important que de mettre en évidence une liaison entre des variables économiques.

Le concept de cointégration dans l'analyse des séries temporelles l'approche « en deux étapes » d'Engle et Granger est très restrictive. En effet, cette approche n'est applicable que dans le cas d'une seule et unique relation de cointégration (donc un seul vecteur cointégrant). Comme alternative à l'approche d'Engle et Granger, on utilise plutôt le test de cointégration de Johansen. Ce test permet de déterminer le nombre de relations d'équilibre de long terme entre des variables intégrées quelle que soit la normalisation utilisée. Les différents sous-modèles du modèle général testés sont les suivants :

- *modèle 1* : il n'existe pas de constantes et de tendances linéaires dans le VAR et la relation de cointégration ne comprend pas non plus de constante et de tendance linéaire ;
- *modèle 2* : il n'existe pas de constantes et de tendance linéaire dans le VAR, mais la relation de cointégration comprend une constante (pas de tendance linéaire) ;
- *modèle 3* : il existe de constantes (pas de tendances linéaires) dans le VAR et la relation de cointégration comprend une constante (pas une tendance linéaire) ;

- *modèle 4* : il existe de constantes (pas de tendances linéaires) dans le VAR et la relation de cointégration comprend une constante linéaire ;

- *modèle 5* : il existe de constantes et de tendances dans le VAR et la relation de cointégration comprend une constante et une tendance linéaire.

L'existence d'au moins une relation de cointégration est nécessaire pour attester de l'opportunité et de l'adéquation du modèle vectoriel à correction d'erreur pour connaître le sens de la causalité. L'existence d'au moins une relation de cointégration traduit celle d'une relation de long terme entre l'évolution des deux variables.

Le test d'hypothèse est le suivant :

H0 : Non cointégration (rang de cointégration vaut zéro)

H1 : Cointégration (rang de cointégration supérieur ou égal à 1)

2.5. Sources des données de l'étude

Les données retenues pour cette étude vont de 1985 à 2014. Cette période fournit une série de 30 observations annuelles permettant d'assurer une bonne solidité des tests économétriques. Ces statistiques proviennent de la base de données de la banque mondiale et sont présentées en annexe.

II- Présentation et analyses des résultats

1. La modélisation VAR

La modélisation économétrique classique à plusieurs équations structurelles a connu beaucoup de critiques (Granger 1969 et Sims 1980) et de défaillance face à un environnement économique très perturbé. Les précisions élaborées à l'aide de ces modèles se sont relevées très médiocres. Les critiques principales formulées à l'encontre de ces modèles structurales concernent la simultanéité des relations et la notion de variable exogène. La représentation VAR (Vector Auto Régressive) généralisation des modèles autorégressifs au cas multi varié apporte une réponse statistique à l'ensemble de ces critiques. Dans cette représentation, les variables

ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LE TRANSFERT DE FONDDES MIGRANTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

sélectionnées en fonction du problème étudié ont toutes à priori le même statut et on s'intéresse alors à des relations purement statistiques.

La généralité de la représentation VAR à k variable et p décalages note VAR(p) s'écrit comme suit :

$$Y_t = A_0 + A_1 Y_{t-1} + A_2 Y_{t-2} + \dots + A_p Y_{t-p} + V_t$$

Cette représentation peut s'écrire à l'aide de l'opérateur retard :

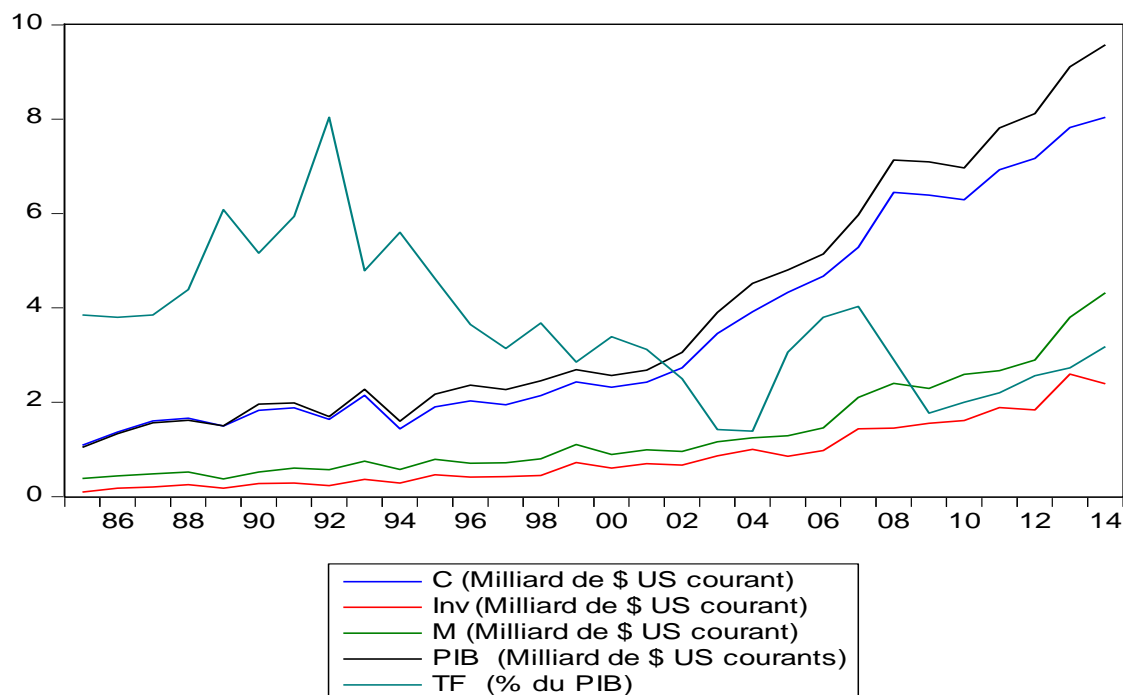
$$(I - A_1 D - A_2 D^2 - \dots - A_p D^p) Y_t = A_0 + V_t$$

Ou encore $A(D)Y_t = A_0 + V_t$

Où V_t est un processus en bruit blanc vérifiant donc $E(V_t) = 0$, A_0 la constante.

2. Dynamique des différentes variables

Graphique 1: Evolution conjointe dans le temps des différentes variables



Source : Réalisé par les auteurs sous Eviews 7

L'analyse du graphique 1 montre l'évolution des différentes variables en niveau et permet de constater que toutes les variables présentent un trend ascendant, ce qui suggère que ces dernières pourraient ne pas être stationnaires en niveau. Aussi, est-il important de procéder à des tests de spécification sur les différentes variables du modèle.

3. Test de stationnarité

Avant toute estimation, il faut déterminer d'abord le nombre optimal de retards du modèle. Dans la pratique, les critères AIC d'Akaike (1979) et SBIC de Schwartz (1978) sont les plus couramment utilisés pour déterminer le nombre de retards du modèle. Ainsi et à partir du tableau 1, nous pouvons déterminer le Lag, Optimal de notre modèle :

Tableau 1: Détermination du Lag Optimal

Décalage (nombre de retard)	Critère d'AKAIKE (AIC)	Critère de SCHWARZ (SC)
0	3.943441	4.181335
1	-1.304514	0.122848
2	-2.417270	0.199561

Source : Calculs effectués par les auteurs sous Eviews 7

Le décalage optimal est de 2 suivant le critère d'AKAIKE car (-2.417270) est la valeur minimale et de 1 en se référant à celui de SCHWARZ. Nous allons retenir le critère de SCHWARZ en vertu du principe de parcimonie.

Vérifions à présent la stationnarité des variables à partir du test de Dickey-Fuller augmenté. Pour ce fait, nous procédons d'abord au test en niveau. Les résultats de ce test sont consignés dans le tableau 2. Les détails figurent dans l'annexe.

**ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LE TRANSFERT DE FONDS DES
MIGRANTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN**

Tableau 2: Résultats du test ADF en niveau sur les différentes variables de l'étude

Variabes dépendantes	Statistique de Dickey-Fuller (ADF)	Valeurs critiques de Mackinnon au seuil de 5%	Constante	Trend	None	Décision
PIB	-0.560833	-3.574244	Oui	Oui	Non	Non stationnaire
TF	-2.767524	-3.574244	Oui	Oui	Non	Non stationnaire
Inv	2.916194	-3.612199	Oui	Oui	Non	Non stationnaire
Cons	-0.908821	-3.574244	Oui	Oui	Non	Non stationnaire
M	2.500315	-3.632896	Oui	Oui	Non	Non stationnaire

Source : Réaliser par les auteurs sous Eviews 7

La lecture de ce tableau révèle qu'en niveau, aucune des variables n'est stationnaire car la statistique de Dicker-Fuller augmenté est supérieure à la valeur critique de Mackinnon au seuil de 5%. L'examen de l'ordre d'intégration des variables se poursuit en différence première pour toutes les variables. L'objectif est de rendre stationnaire les variables afin de ne pas avoir une régression fallacieuse. Nous passons de ce fait au test de Dickey-Fuller augmenté en différence première. Les résultats de ce test sont présentés dans le tableau 3.

Tableau 3: Résultats du test ADF en différence première sur les différentes variables de l'étude

Variabes dépendantes	Statistique de Dickey-Fuller	Valeurs critiques de Mackinnon au seuil de 5%	Constante	Trend	None	Décision
PIB	-6.381598	-3.580623	Oui	Oui	Non	Stationnaire I(1)
TF	-6.167874	-3.580623	Oui	Oui	Non	Stationnaire I(1)
Inv	-5.219085	-3.595026	Oui	Oui	Non	Stationnaire I(1)
Cons	-6.482173	-3.580623	Oui	Oui	Non	Stationnaire I(1)
M	-5.230664	-3.580623	Oui	Oui	Non	Stationnaire I(1)

Source : Réaliser par les auteurs sous Eviews 7

I(1) : Intégré d'ordre 1

Les valeurs de la statistique de Dicker-Fuller augmenté (ADF) sont inférieures à la valeur critique de Mackinnon (ADF) au seuil de 5% lorsqu'elles sont prises en différence première. Le résultat du test de stationnarité en différence première montre la stationnarité de toutes les variables qui sont intégrées d'ordre 1.

Nous pouvons alors soupçonner l'existence d'une possible relation de cointégration des variables.

4. Causalité

Les résultats figurés à l'annexe 5 montrent qu'il existe une relation de cointégration. La présence d'une étoile statistique de trace test avec Lag 1 à laquelle est associée une probabilité inférieure à certifie une relation de cointégration de long terme entre les variables du modèle. En effet, les résultats du test de causalité de Granger à l'annexe 6 attestent la présence de relation causale entre les variables. D'où le modèle de correction d'erreur VECM pour la suite de l'analyse.

5. Analyse des résultats économétrique et implication en termes de politique économique

Notre analyse est basée sur les résultats des estimations économétriques et sur les fonctions de réponses obtenues.

5.1. Impact des transferts de fonds sur la croissance économique

En se référant aux résultats présentés dans l'annexe 3, l'analyse des paramètres de court terme montre que le produit intérieur brut dépend de ses valeurs passées ainsi que des importations et de l'investissement. Par conséquent, les transferts de fonds ne constituent pas un déterminant de la croissance économique à court terme. On remarque aussi que les transferts n'ont d'effet ni sur l'investissement ni sur la consommation à court terme ; ce qui peut justifier l'absence de relation entre transferts et croissance. En effet, si une part importante des transferts sert à la construction de logements, à la scolarisation, etc., on peut aboutir à ce genre de résultat car leur impact n'est pas immédiat sur la croissance. De même, s'ils servent à satisfaire des

besoins fondamentaux, notamment pour les ménages pauvres, plutôt qu'à susciter d'autres types de besoins comme c'est le cas dans les ménages capables d'induire une hausse conséquente de la demande, l'effet multiplicateur sur la croissance sera faible. Or au Bénin, une grande partie des transferts sert à la construction immobilière privée et à la consommation privée (R. Bénin, 2009).

Mais à long terme, on constate l'existence d'une relation stable entre transferts et croissance. En effet, les résultats du modèle VECM montre que seuls les paramètres d'ajustement de deux variables à savoir le produit intérieur brut, et la consommation sont négatifs et significativement différents de zéro. Ces équations présentent alors de relation stable économiquement interprétable. Il existe pour ces variables un mécanisme à correction d'erreur, tels que les déséquilibres avec les autres variables du vecteur Y se compensent de sorte que les séries ont des évolutions similaires à long terme. Le coefficient de la force de rappel, qui indique la vitesse de l'ajustement vers l'équilibre de long terme, est de 1,28 pour le PIB; ce qui signifie que le PIB s'ajuste à la même hauteur entre son niveau désiré et son niveau effectif.

Quant aux différents coefficients de la matrice Π pour le produit intérieur brut, ils sont tous significatifs et dans le cas particulier des transferts de fonds, le signe du coefficient est positif, ce qui traduit qu'à long terme, le PIB et les transferts de fonds s'ajustent au même rythme. La relation de long terme se présente comme suit :

$$\begin{aligned} \text{PIB} = & C(4,1) * \text{CONS} (-1) + C(4,2)*\text{CONS} (-2) + C(4,3)*\text{INV} (-1) + C (4,4) * \text{INV} (-2) + \\ & +C(4,5) * \text{M} (-1) + C (4,6) * \text{M} (-2) + C(4,7)*\text{PIB} (-1) + C(4,8)*\text{PIB} (-2) + \\ & +C (4, 9) * \text{TF} (-1) + +C (4, 10)* \text{TF} (-2) + C (4, 11) \end{aligned}$$

L'élasticité de long terme (4,9) montre que le lien entre croissance et transferts est non seulement positif mais aussi important. Ce résultat confirme la tendance des travaux pour lesquels les transferts constituent un facteur de croissance de long terme par le canal de la consommation. En effet, les transferts impactent aussi à long terme la consommation avec une élasticité positive (4,10). La relation de long terme se présente comme suit :

$$\begin{aligned} \text{CONS} = & C (1,1) * \text{CONS} (-1) + C (1,2) * \text{CONS} (-2) + C (1,3) * \text{INV} (-1) + C(1,4) * \\ & \text{INV} (-2) + C (1,5) * \text{M} (-1) + C (1,6) * \text{M} (-2) + C (1,7) * \text{PIB} (-1) + C (1,8) * \\ & \text{PIB} (-2) + C(1,9) * \text{TF} (-1) + C (1,10)*\text{TF} (-2) + C (1,11) \end{aligned}$$

Conformément aux analyses de Ratha (2003), Gupta et al (2007) et Chami et al (2008), les transferts ont un effet multiplicateur important sur la croissance par le canal de la consommation ; d'autant plus que la consommation affecte significativement le PIB aussi à long terme.

Le VECM ainsi estimé, il est maintenant possible d'expliquer les mécanismes de transmission d'un choc des transferts de fonds à partir des fonctions de réponses.

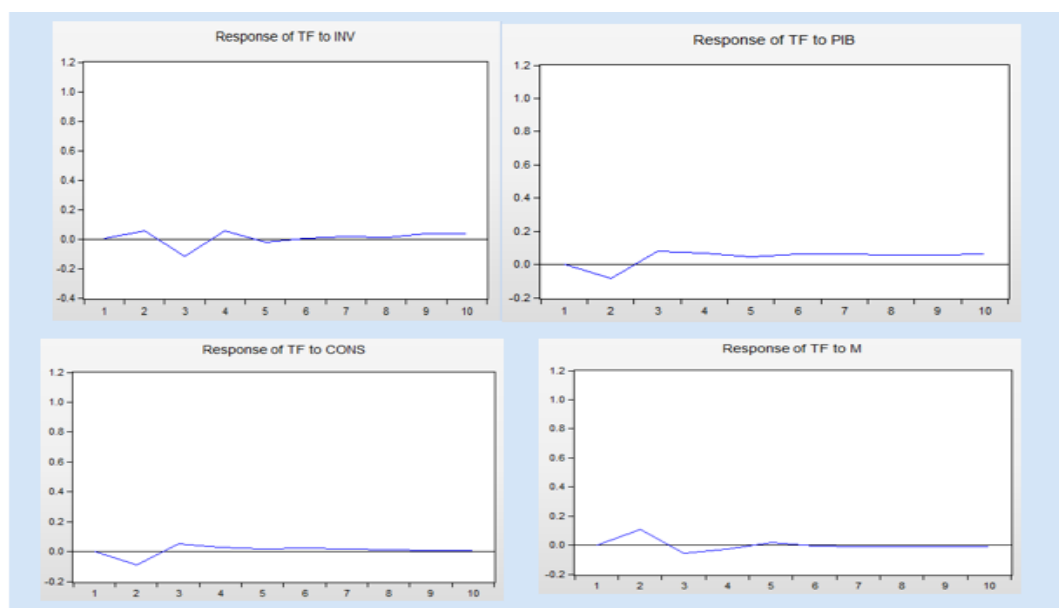
5.2. Les fonctions de réponses

La fonction de réponse impulsionnelle retrace l'effet d'un choc des innovations à un moment donné sur les valeurs actuelles et futures des variables endogènes basée sur la simulation des différentes variables. Les influences simultanées entre les différentes variables sont observées grâce aux fonctions de réponse.

Elles s'obtiennent sous Eviews en choisissant la commande Impulse après choix et estimation du VAR.

Les graphiques ci-dessous représentent les réponses des variables du modèle suite à un choc sur les innovations de la variable transferts de fonds ; choc qui est égal à un écart-type de ses résidus. L'horizon temporel des réponses choisi, c'est-à-dire le délai supposé pour que les variables retrouvent leurs niveaux respectifs de long terme, est de soixante trimestres.

Graphique 2: Fonctions de réponse des variables du modèle à un choc sur les transferts



Source : Réalisé par les auteurs sous Eviews 7

De l'observation des graphiques ci-dessus, on peut tirer les conclusions suivantes :

- un choc sur les transferts a un effet permanent positif sur le PIB, les importations, l'investissement et sur la consommation;
- une augmentation de un pour cent des transferts entraine une réaction plus que proportionnelle tant pour le PIB, les importations et l'investissement, que pour la consommation malgré l'existence d'un effet transitoire de très courte durée ;
- les amplitudes de l'importation et de la consommation sont similaires et suivent la même tendance ;
- aucune des variables ne retrouvent l'équilibre initial, c'est-à-dire que l'effet du choc ne s'estompe pas dans le temps ; il se répercute donc de période en période.
- un choc unitaire positif sur les transferts a effectivement un effet multiplicateur sur les autres variables dont la conséquence est que l'effet final est plus important que l'effet initial.

5.3. Importance des transferts de fonds des migrants dans le développement économique d'un pays

L'importance des envois de fonds des migrants dans le développement économique, telle qu'elle ressort de la littérature et des analyses empiriques, peut être appréhendée à travers les points ci-après :

- une source de diversification du revenu des ménages : les envois de fonds permettent aux ménages de diversifier leur source de revenu et de réduire leur vulnérabilité aux chocs, tels que la sécheresse, la famine, les inondations et autres catastrophes naturelles, en augmentant les revenus des bénéficiaires de ces transferts, et indirectement au moyen d'effets multiplicateurs (les transferts ne bénéficient pas seulement aux familles qui les reçoivent mais aussi à leur communauté). Par ailleurs, en tant que source importante de revenu pour de nombreux ménages à faible niveau de vie, dans les pays en développement, les envois de fonds des migrants stimulent la consommation. Ils permettent de lisser la consommation (Kannan et Hari, 2002) en agissant comme un mécanisme d'assurance face aux chocs adverses (Lucas et Stark, 1985, Yang et Choi, 2007). Une part significative de ces ressources est généralement dépensée en biens de consommation courante. Dans certaines régions d'Afrique subsaharienne, la part des transferts affectée à la consommation peut aller jusqu'à 80% (Maimbo et Ratha,

2005). Gupta (S.), Patillo (C.) et Wagh (S.) (2007) montrent, en particulier, qu'une augmentation de 10% des flux de transferts est associée à une réduction de 1% du niveau de pauvreté par habitant et de la dispersion des revenus par tête en Afrique subsaharienne. Kannan et Hari (2002), Lucas et Stark (1985), Yang et Choi (2007) ont également mis en évidence le rôle de lissage de la consommation joué par les transferts des migrants, qui agissent comme un « mécanisme d'assurance » face aux chocs. D'après une étude menée par le FIDA en 2006, dans près de 40 pays, les envois de fonds représentent plus de 10% du PIB. Environ un tiers de ces ressources est destiné à des zones rurales, où elles jouent un rôle particulièrement important en matière de réduction de la pauvreté ;

- un moyen d'amélioration de l'accès à l'éducation : en relâchant la contrainte budgétaire des ménages, les envois de fonds des travailleurs encouragent la scolarisation, à travers une diminution de la prévalence du travail des enfants. Les résultats de l'enquête conjointe de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement en 2010, dans le cadre du projet « Migrations pour l'Afrique » montrent que dans les ménages bénéficiant d'envois de fonds de l'extérieur du continent africain, deux (2) personnes achèvent le cycle scolaire secondaire contre 0,8 pour les ménages qui ne reçoivent aucun transfert. Ce ratio s'établit à 1,2 et 0,4 respectivement pour les deux catégories de ménages dans le cas de l'enseignement supérieur ;

- un moyen d'amélioration des conditions sanitaires : en augmentant les revenus des ménages, les envois de fonds favorisent une amélioration de leurs conditions sanitaires, en assurant l'accès à une alimentation plus saine et plus abondante, ainsi qu'à des services de santé de qualité. Dans une analyse de 56 pays en développement, Drabo et Ebeke (2010) concluent que des envois élevés de fonds par habitant étaient associés à un meilleur accès au traitement privé de la fièvre et de la diarrhée et que les envois de fonds complétaient l'aide sanitaire étrangère dans les pays pauvres. Une autre étude réalisée par Nagarajan (2009) à partir des données de panel de 1993–2004 pour la province de Kwazoulou-Natal en Afrique du Sud, a conclu que les ménages bénéficiaires d'envois de fonds ont dépensé une part plus importante de leur budget dans la nourriture et la santé et que les envois de fonds ont permis aux ménages plus pauvres d'accéder à des soins médicaux de meilleure qualité ;

- une opportunité de renforcement du secteur financier : les transferts des migrants augmentent le taux de bancarisation, à travers le rapprochement avec les institutions financières des populations n'ayant, jusque-là, pas accès aux services bancaires. Gupta, Patillo et Wagh (2007) ont cherché à déterminer l'impact des envois de fonds sur le développement financier

dans 44 pays africains sur six périodes, en prenant les moyennes sur cinq ans entre 1975 et 2004. Leurs conclusions confirment que les transferts facilitent la financiarisation de l'économie dans la région. Bien que l'Afrique subsaharienne ne reçoive qu'une faible part des envois à destination des pays en développement, l'effet estimé de ces fonds sur le développement financier est comparable à ce qui ressort d'autres travaux utilisant un échantillon plus large de pays en développement. Selon les résultats des enquêtes menées dans le cadre du projet « Migrations pour l'Afrique », en Ouganda, par exemple, plus de 80% des ménages bénéficiant des transferts des migrants installés hors de l'Afrique détiennent des comptes bancaires ;

- un facilitateur pour l'accès à l'information et aux technologies de communication : les ménages bénéficiant des envois de fonds ont un meilleur accès aux informations à travers les services de télécommunications, la radio, la télévision et l'internet. Il ressort des résultats des enquêtes menées dans le cadre du projet « Migrations pour l'Afrique » qu'au Burkina, 66% des ménages recevant des transferts de fonds de l'extérieur de l'Afrique ont accès à la téléphonie mobile, contre 39% pour ceux qui ne bénéficient d'aucun d'apport financier. Ces ménages ont également un plus grand accès aux informations à travers la télévision (41% contre 9%) et l'internet (14% contre 2%) ;

- un moyen de promotion des investissements : les envois de fonds des migrants contribuent à accroître l'investissement sous forme d'achats de terrains, de constructions de logements, d'acquisition d'équipements agricoles ou de créations d'entreprises. Des projets de construction d'équipements collectifs (écoles, hôpitaux, etc.) sont, en outre, financés par les travailleurs migrants dans leur localité d'origine. Ces actions concourent à l'amélioration de l'accès aux services de base. De même, l'investissement productif constitue un autre poste d'importance généralement secondaire au regard des dépenses de consommation courante. En effet, une part des transferts est affectée à la création d'entreprise. Certaines études ont mis en évidence les effets multiplicateurs des transferts de fonds sur l'activité économique. Des tests économétriques, élaborés par Léon-Ledesma et Piracha (2001) sur des données provenant de 11 pays d'Europe centrale et orientale, ont permis d'observer que les envois de fonds des travailleurs migrants contribuent fortement à l'accroissement du niveau d'investissement des économies d'origine des migrants. Des résultats analogues ont été obtenus par une étude effectuée par Drinkwater et al (2003) portant sur 20 pays en développement. Ces résultats

indiquent, en outre, que les transferts font reculer le chômage quoique de manière non significative ;

- une source de financement de grands projets d'utilité publique : les migrants pourraient contribuer au financement de gros investissements tels que les constructions de routes, des chemins de fer ou des centrales électriques, grâce à une innovation financière majeure. Il s'agit des « bons de la diaspora », qui sont des titres mis en ventes par des entités publiques ou privées auprès de nationaux établis à l'étranger. Cette formule a déjà permis à Israël et à l'Inde de puiser dans les ressources dont disposent leurs ressortissants vivant à l'étranger. Selon le rapport des enquêtes menées dans le cadre du projet « Migrations pour l'Afrique », les pays d'Afrique subsaharienne pourraient mobiliser des montants de l'ordre de 5 à 10 milliards de dollars par an, soit environ le quart des flux officiellement enregistrés en 2010 ;

- une source de consolidation de la viabilité externe : les fonds reçus des migrants constituent une source de plus en plus importante de financement des déficits structurels de la balance des paiements dans les pays en développement. Ce sont en effet des sources de financement relativement stables, contribuant à l'équilibre des comptes extérieurs et pouvant lisser les effets d'une récession ou d'une crise. Leur impact sur la balance des paiements peut s'avérer plus appréciable que celui des autres flux monétaires (aides financières, investissements directs ou prêts), dans la mesure où leur utilisation n'est pas liée à des projets d'investissements particuliers exigeant un fort contenu d'importations. En outre, ils ne sont pas générateurs de sorties futures (remboursements ou paiements d'intérêts et de dividendes) et constituent une source de devises plus stable.

Les transferts de fonds des travailleurs migrants n'ont toutefois pas que des effets positifs sur l'économie bénéficiaire. Ils peuvent être à l'origine de poussées inflationnistes et d'appréciation du taux de change réel si la demande additionnelle générée par ces flux concerne des biens non échangeables. Les transferts des fonds des travailleurs migrants peuvent également créer la dépendance des bénéficiaires qui, s'habituant à disposer de ces ressources, ressentiront moins le besoin de s'intégrer au marché du travail. Par ailleurs, certaines personnes pourraient être amenées à travailler moins dans l'attente d'une émigration éventuelle. Ces comportements contribuent à diminuer l'offre de main-d'œuvre, compromettant ainsi les perspectives de développement.

CONCLUSION

L'impact des envois de fonds est désormais pris en compte dans toutes les régions en développement de par le monde, puisqu'ils constituent un important flux de devises étrangères pour la plupart des pays.

Un résultat important se dégage de cette étude : les transferts constituent un déterminant de la croissance au Bénin à long terme et ce, par le canal de la consommation. De l'analyse des fonctions de réponse, on retient également que les importations et l'investissement constituent des mécanismes par lesquels les transferts peuvent agir sur la croissance. On ne saurait alors ignorer ces ressources financières dans la définition de la politique de développement du pays.

Malgré le doute qui pèse sur la potentialité réelle, les envois de fond peuvent contribuer à la croissance à condition que des mesures soient prises pour les canaliser afin de maximiser leur rendement. Et ce d'autant plus qu'en contribuant à la croissance, les ressources des migrants créent les conditions pour une réduction de la dépendance des populations vis-à-vis de ces flux financiers. A cet égard, l'Etat pourrait initier d'importantes actions tout en multipliant les études sur la migration et les envois de fonds des travailleurs, en vue d'une meilleure prise en compte dans le cadre de la formulation des politiques économiques; en utilisant de nouveaux instruments financiers, comme l'émission des « bons de la diaspora », pour capter les placements des ressortissants de la Zone basés à l'étranger, afin d'accroître leur contribution au financement des projets de développement dans l'Union; en intensifiant les partenariats entre les pays d'origine, les pays d'accueil des migrants et les bailleurs de fonds à travers la promotion des programmes de développement. Ces programmes devront faciliter la mobilisation des compétences des élites qualifiées des diasporas et le cofinancement de projets de développement initiés dans leurs régions d'origine par les associations de migrants.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUE

- OCDE. 2002.** « Rapport annuel »
- INSAE. 2012.** «Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des ménages 2ème Edition» (EMICoV 2011)
- Foster& al.1984.** « A class of decomposable poverty measure »
- Cox & al.** “ Motive for private transfers over the life cycle ”
- Gary S. BECKER. 1974.** « A théorie of social interaction »
- Berneihm et al.** “ Theorie of New classical Macroéconomics”
- Arrondel et Masson.2006.** “Mon père avait raison”
- Ang.2006.** « The cross-Section of Volatility and Excepted Returns »
- Alia Didier Yélognissè.2008.** « Analyse des transferts des fonds entre ménages au Burkina Faso»
- TCHOKPON MEDENOU. 2010.** « Analyse des canaux de transferts des fonds sur l'économie Béninoise »
- DOSSOU-GBETE et NOUMONVI.2010.** « Impacts des dépenses publiques de santé sur la pauvreté au Bénin »
- DA-SILVA Akouétévi** « Transferts de fonds des migrants et pauvreté dans les pays de l'UEMOA : une étude en donnée de Panel »
- BECK T. and DEMIRGÜÇ-KUNT A. (2006).** ‘Small and medium-size enterprises: access to finance as a growth constraint’, *Journal of Banking and Finance*, 30(11), pp. 2931–43.
- BECK T., DEMIRGÜÇ-KUNT A. and LEVINE R. (2007):** ‘Finance, inequality and the poor, *Journal of Economic Growth*, 12, pp. 27–49.
- BECKER G. (1974).** “A Theory of Social Interactions”. *Journal of Political Economy*, 82(6): 1063-93.
- A. Nicole A. TCHOKPON MEDENOU.** «Analyse des canaux de transmission des transferts de fonds sur l'économie béninoise»
- Ameth Saloum NDIAYE. 2008.** « Comment le développement financier influence-t-il l'impact des transferts de fonds sur la croissance économique au Sénégal : Effet de substituabilité ou de complémentarité ? »
- INSAE. 2012.** «Enquête sur les transferts des migrants: Rapport d'analyse»
- BCEAO. 2013.** «Synthèse des résultats des enquêtes sur les envois de fonds des travailleurs migrants dans les pays de l'UEMOA»

Gupta (S.), Patillo (C.) et Wagh (S.) (2007) « Impact of remittances on poverty and financial development in Sub-Saharan Africa », FMI, Working Paper, n° 07/38.

Kannan et Hari (2002), Lucas et Stark, (1985) Yang et Choi (2007) « les transferts de revenus des migrants : quel impact sur le développement économique et financier des pays d’Afrique subsaharienne », Bulletin de la Banque de France N° 173, Mai-juin 2008.

ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LE TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

ANNEXE 1: Les variables utilisées pour le modèle

Années	PIB	TF	Inv	Cons	M
1985	1,046	3,85	0,0935	1,088	0,383
1986	1,336	3,8	0,18	1,369	0,436
1987	1,562	3,85	0,202	1,605	0,484
1988	1,62	4,39	0,253	1,663	0,52
1989	1,502	6,08	0,178	1,495	0,373
1990	1,96	5,16	0,276	1,829	0,52
1991	1,986	5,94	0,288	1,884	0,603
1992	1,695	8,04	0,231	1,638	0,568
1993	2,275	4,79	0,365	2,147	0,749
1994	1,598	5,6	0,284	1,437	0,576
1995	2,17	4,62	0,465	1,902	0,79
1996	2,361	3,65	0,414	2,03	0,709
1997	2,268	3,14	0,421	1,947	0,715
1998	2,455	3,68	0,446	2,142	0,798
1999	2,69	2,85	0,724	2,431	1,102
2000	2,569	3,39	0,605	2,316	0,895
2001	2,68	3,12	0,698	2,426	0,99
2002	3,055	2,5	0,666	2,728	0,956
2003	3,905	1,42	0,866	3,459	1,161
2004	4,521	1,39	1,001	3,916	1,246
2005	4,804	3,06	0,856	4,33	1,291
2006	5,142	3,8	0,975	4,671	1,457
2007	5,97	4,03	1,438	5,286	2,102
2008	7,133	2,9	1,453	6,449	2,4
2009	7,097	1,77	1,554	6,392	2,294
2010	6,97	2	1,612	6,293	2,593
2011	7,814	2,2	1,886	6,93	2,672
2012	8,117	2,56	1,839	7,168	2,895
2013	9,111	2,73	2,597	7,823	3,801
2014	9,575	3,18	2,391	8,041	4,318

Source : Base de données de la banque mondiale

ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LE TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

ANNEXE 2: Tests de stationnarité

Test à niveau TF

Null Hypothesis: PIB has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.560833	0.9740
Test critical values:		
1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(PIB)

Method: Least Squares

Date: 08/30/16 Time: 18:55

Sample (adjusted): 1986 2014

Included observations: 29 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	-0.044544	0.079425	-0.560833	0.5797
C	-0.029177	0.146839	-0.198703	0.8440
@TREND(1985)	0.032551	0.022519	1.445494	0.1603
R-squared	0.196577	Mean dependent var		0.294103
Adjusted R-squared	0.134775	S.D. dependent var		0.410720
S.E. of regression	0.382041	Akaike info criterion		1.011122
Sum squared resid	3.794846	Schwarz criterion		1.152566
Log likelihood	-11.66126	Hannan-Quinn criter.		1.055420
F-statistic	3.180758	Durbin-Watson stat		2.351464
Prob(F-statistic)	0.058114			

ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LE TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

Test à niveau TF

Null Hypothesis: TF has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.767524	0.2195
Test critical values:		
1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(TF)

Method: Least Squares

Date: 08/30/16 Time: 18:58

Sample (adjusted): 1986 2014

Included observations: 29 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TF(-1)	-0.444519	0.160620	-2.767524	0.0103
C	2.405883	0.942453	2.552788	0.0169
@TREND(1985)	-0.053296	0.028410	-1.875941	0.0719
R-squared	0.227747	Mean dependent var		-0.023103
Adjusted R-squared	0.168343	S.D. dependent var		1.063616
S.E. of regression	0.969967	Akaike info criterion		2.874588
Sum squared resid	24.46174	Schwarz criterion		3.016032
Log likelihood	-38.68153	Hannan-Quinn criter.		2.918887
F-statistic	3.833868	Durbin-Watson stat		1.994868
Prob(F-statistic)	0.034743			

ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LE TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

Test à niveau INV

Null Hypothesis: INV has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 5 (Automatic - based on AIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	2.916194	1.0000
Test critical values:		
1% level	-4.394309	
5% level	-3.612199	
10% level	-3.243079	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(INV)

Method: Least Squares

Date: 08/30/16 Time: 19:00

Sample (adjusted): 1991 2014

Included observations: 24 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INV(-1)	0.642137	0.220197	2.916194	0.0101
D(INV(-1))	-1.902738	0.365978	-5.199045	0.0001
D(INV(-2))	-1.932415	0.488418	-3.956482	0.0011
D(INV(-3))	-1.820180	0.480253	-3.790046	0.0016
D(INV(-4))	-1.104295	0.430220	-2.566812	0.0207
D(INV(-5))	-0.720066	0.309473	-2.326749	0.0334
C	-0.074714	0.103565	-0.721422	0.4811
@TREND(1985)	0.007554	0.012601	0.599434	0.5573
R-squared	0.740971	Mean dependent var		0.088125
Adjusted R-squared	0.627646	S.D. dependent var		0.207944
S.E. of regression	0.126889	Akaike info criterion		-1.029805
Sum squared resid	0.257613	Schwarz criterion		-0.637120
Log likelihood	20.35766	Hannan-Quinn criter.		-0.925626
F-statistic	6.538444	Durbin-Watson stat		2.074733
Prob(F-statistic)	0.000938			

ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LE TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

Test à niveau CONS

Null Hypothesis: CONS has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.908821	0.9414
Test critical values:		
1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(CONS)

Method: Least Squares

Date: 08/30/16 Time: 19:04

Sample (adjusted): 1986 2014

Included observations: 29 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
CONS(-1)	-0.070272	0.077322	-0.908821	0.3718
C	-0.000936	0.130087	-0.007197	0.9943
@TREND(1985)	0.031683	0.019033	1.664650	0.1080
R-squared	0.166363	Mean dependent var		0.239759
Adjusted R-squared	0.102237	S.D. dependent var		0.359997
S.E. of regression	0.341099	Akaike info criterion		0.784408
Sum squared resid	3.025058	Schwarz criterion		0.925852
Log likelihood	-8.373915	Hannan-Quinn criter.		0.828707
F-statistic	2.594319	Durbin-Watson stat		2.354892
Prob(F-statistic)	0.093907			

ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LE TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

Test à niveau M

Null Hypothesis: M has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 7 (Automatic - based on AIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	2.500315	1.0000
Test critical values:		
1% level	-4.440739	
5% level	-3.632896	
10% level	-3.254671	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(M)

Method: Least Squares

Date: 08/30/16 Time: 19:06

Sample (adjusted): 1993 2014

Included observations: 22 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
M(-1)	1.358774	0.543441	2.500315	0.0279
D(M(-1))	-1.797885	0.668680	-2.688709	0.0197
D(M(-2))	-1.777013	0.621749	-2.858086	0.0144
D(M(-3))	-1.617028	0.629975	-2.566814	0.0247
D(M(-4))	-1.875356	0.725321	-2.585555	0.0239
D(M(-5))	-1.650083	0.680993	-2.423053	0.0321
D(M(-6))	-1.204425	0.750048	-1.605798	0.1343
D(M(-7))	-1.149495	0.593794	-1.935847	0.0768
C	-0.337401	0.186627	-1.807896	0.0957
@TREND(1985)	-0.020730	0.024364	-0.850863	0.4115
R-squared	0.651849	Mean dependent var		0.170455
Adjusted R-squared	0.390735	S.D. dependent var		0.263367
S.E. of regression	0.205572	Akaike info criterion		-0.023084
Sum squared resid	0.507119	Schwarz criterion		0.472844
Log likelihood	10.25393	Hannan-Quinn criter.		0.093742
F-statistic	2.496421	Durbin-Watson stat		2.430024
Prob(F-statistic)	0.070898			

ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LE TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

PIB en Différence Première

Null Hypothesis: D(PIB) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.381598	0.0001
Test critical values:		
1% level	-4.323979	
5% level	-3.580623	
10% level	-3.225334	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(PIB,2)

Method: Least Squares

Date: 08/30/16 Time: 18:22

Sample (adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PIB(-1))	-1.228941	0.192576	-6.381598	0.0000
C	-0.075835	0.154287	-0.491523	0.6273
@TREND(1985)	0.028131	0.009761	2.882073	0.0080
R-squared	0.619755	Mean dependent var		0.006214
Adjusted R-squared	0.589336	S.D. dependent var		0.587618
S.E. of regression	0.376564	Akaike info criterion		0.985500
Sum squared resid	3.545014	Schwarz criterion		1.128237
Log likelihood	-10.79701	Hannan-Quinn criter.		1.029136
F-statistic	20.37355	Durbin-Watson stat		2.120830
Prob(F-statistic)	0.000006			

ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LE TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

TF en Différence Première

Null Hypothesis: D(TF) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.167874	0.0001
Test critical values:		
1% level	-4.323979	
5% level	-3.580623	
10% level	-3.225334	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(TF,2)

Method: Least Squares

Date: 08/30/16 Time: 18:24

Sample (adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(TF(-1))	-1.211416	0.196407	-6.167874	0.0000
C	0.026534	0.450016	0.058963	0.9535
@TREND(1985)	-0.003686	0.025767	-0.143056	0.8874
R-squared	0.603562	Mean dependent var		0.017857
Adjusted R-squared	0.571847	S.D. dependent var		1.681427
S.E. of regression	1.100214	Akaike info criterion		3.129844
Sum squared resid	30.26179	Schwarz criterion		3.272580
Log likelihood	-40.81782	Hannan-Quinn criter.		3.173480
F-statistic	19.03080	Durbin-Watson stat		2.029016
Prob(F-statistic)	0.000009			

ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LE TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

INV en Différence Première

Null Hypothesis: D(INV) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 2 (Automatic - based on AIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.219085	0.0014
Test critical values:		
1% level	-4.356068	
5% level	-3.595026	
10% level	-3.233456	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(INV,2)

Method: Least Squares

Date: 08/30/16 Time: 19:01

Sample (adjusted): 1989 2014

Included observations: 26 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(INV(-1))	-3.050578	0.584504	-5.219085	0.0000
D(INV(-1),2)	1.140282	0.469024	2.431178	0.0241
D(INV(-2),2)	0.522412	0.256236	2.038791	0.0543
C	-0.135856	0.071885	-1.889910	0.0727
@TREND(1985)	0.022872	0.005375	4.255490	0.0004
R-squared	0.842976	Mean dependent var		-0.009885
Adjusted R-squared	0.813067	S.D. dependent var		0.335137
S.E. of regression	0.144899	Akaike info criterion		-0.854520
Sum squared resid	0.440909	Schwarz criterion		-0.612578
Log likelihood	16.10876	Hannan-Quinn criter.		-0.784850
F-statistic	28.18447	Durbin-Watson stat		2.053981
Prob(F-statistic)	0.000000			

ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LE TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

CONS en Différence Première

Null Hypothesis: D(CONS) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.482173	0.0001
Test critical values:		
1% level	-4.323979	
5% level	-3.580623	
10% level	-3.225334	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(CONS,2)

Method: Least Squares

Date: 08/30/16 Time: 18:07

Sample (adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(CONS(-1))	-1.252078	0.193157	-6.482173	0.0000
C	-0.047809	0.138173	-0.346008	0.7322
@TREND(1985)	0.022370	0.008608	2.598768	0.0155
R-squared	0.626971	Mean dependent var		-0.002250
Adjusted R-squared	0.597129	S.D. dependent var		0.531741
S.E. of regression	0.337507	Akaike info criterion		0.766498
Sum squared resid	2.847780	Schwarz criterion		0.909234
Log likelihood	-7.730973	Hannan-Quinn criter.		0.810134
F-statistic	21.00947	Durbin-Watson stat		2.084070
Prob(F-statistic)	0.000004			

ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LE TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

CONS en Différence Première

Null Hypothesis: D(M) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.230664	0.0012
Test critical values:		
1% level	-4.323979	
5% level	-3.580623	
10% level	-3.225334	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(M,2)

Method: Least Squares

Date: 08/30/16 Time: 18:30

Sample (adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(M(-1))	-1.052353	0.201189	-5.230664	0.0000
C	-0.111232	0.089477	-1.243142	0.2253
@TREND(1985)	0.016533	0.005705	2.898075	0.0077
R-squared	0.524558	Mean dependent var		0.016571
Adjusted R-squared	0.486522	S.D. dependent var		0.299524
S.E. of regression	0.214631	Akaike info criterion		-0.138836
Sum squared resid	1.151661	Schwarz criterion		0.003900
Log likelihood	4.943705	Hannan-Quinn criter.		-0.095200
F-statistic	13.79131	Durbin-Watson stat		1.997629
Prob(F-statistic)	0.000092			

ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LE TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

ANNEXE 3: Estimation du VAR

Vector Autoregression Estimates

Date: 08/30/16 Time: 13:48

Sample (adjusted): 1987 2014

Included observations: 28 after adjustments

Standard errors in () & t-statistics in []

	CONS	INV	M	PIB	TF
CONS(-1)	-1.197931 (1.22305) [-0.97946]	-0.846167 (0.68710) [-1.23151]	-1.859263 (0.81607) [-2.27832]	-2.427673 (1.39025) [-1.74622]	-0.180704 (4.97392) [-0.03633]
CONS(-2)	2.721570 (1.24516) [2.18572]	0.788567 (0.69952) [1.12730]	1.224354 (0.83082) [1.47367]	3.263377 (1.41538) [2.30566]	2.295600 (5.06383) [0.45333]
INV(-1)	-0.587099 (1.33388) [-0.44014]	-0.783929 (0.74936) [-1.04613]	-1.142007 (0.89002) [-1.28313]	-0.854509 (1.51623) [-0.56358]	-0.854658 (5.42464) [-0.15755]
INV(-2)	2.029452 (1.10653) [1.83407]	1.005203 (0.62164) [1.61702]	0.071537 (0.73832) [0.09689]	2.629617 (1.25780) [2.09065]	-2.429558 (4.50005) [-0.53990]
M(-1)	0.560654 (0.81426) [0.68854]	0.784138 (0.45744) [1.71417]	1.361852 (0.54331) [2.50660]	0.931898 (0.92558) [1.00683]	0.895098 (3.31146) [0.27030]
M(-2)	-2.058328 (0.78464) [-2.62328]	-0.588864 (0.44080) [-1.33589]	-0.206517 (0.52354) [-0.39446]	-2.411458 (0.89190) [-2.70373]	-1.388765 (3.19098) [-0.43522]
PIB(-1)	1.909110 (1.20693) [1.58179]	0.779292 (0.67804) [1.14933]	1.768491 (0.80531) [2.19604]	3.019977 (1.37192) [2.20127]	0.177411 (4.90837) [0.03614]
PIB(-2)	-2.205758 (1.14827) [-1.92094]	-0.583853 (0.64509) [-0.90508]	-0.950652 (0.76617) [-1.24078]	-2.658868 (1.30524) [-2.03707]	-1.248977 (4.66981) [-0.26746]
TF(-1)	0.089588 (0.07039) [1.27277]	-0.007052 (0.03954) [-0.17834]	0.062597 (0.04697) [1.33284]	0.092967 (0.08001) [1.16193]	0.503789 (0.28626) [1.75993]
TF(-2)	-0.161042 (0.08025) [-2.00688]	-0.027083 (0.04508) [-0.60077]	-0.078972 (0.05354) [-1.47494]	-0.160518 (0.09121) [-1.75977]	-0.007292 (0.32634) [-0.02235]
C	0.528980 (0.33696) [1.56986]	0.083318 (0.18930) [0.44013]	-0.060441 (0.22483) [-0.26883]	0.520726 (0.38302) [1.35952]	1.768538 (1.37035) [1.29057]
R-squared	0.989607	0.966050	0.979572	0.990093	0.640029

ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LE TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

Adj. R-squared	0.983493	0.946079	0.967555	0.984265	0.428282
Sum sq. resids	1.385819	0.437376	0.616976	1.790612	22.92005
S.E. equation	0.285515	0.160399	0.190506	0.324546	1.161137
F-statistic	161.8659	48.37296	81.51717	169.8962	3.022604
Log likelihood	2.352506	18.49805	13.68154	-1.235217	-36.92759
Akaike AIC	0.617678	-0.535575	-0.191538	0.873944	3.423399
Schwarz SC	1.141044	-0.012209	0.331828	1.397310	3.946765
Mean dependent	3.656357	0.892286	1.413500	4.093036	3.637143
S.D. dependent	2.222252	0.690753	1.057631	2.587309	1.535650
<hr/>					
Determinant resid covariance (dof adj.)		1.46E-08			
Determinant resid covariance		1.21E-09			
Log likelihood		88.84177			
Akaike information criterion		-2.417270			
Schwarz criterion		0.199561			
<hr/>					

ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LE TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

ANNEXE 4: Estimation du VECM

Vector Error Correction Estimates

Date: 08/31/16 Time: 21:33

Sample (adjusted): 1988 2014

Included observations: 27 after adjustments

Standard errors in () & t-statistics in []

Cointegrating Eq:	CointEq1				
CONS(-1)	1.000000				
INV(-1)	0.896694 (0.21430) [4.18429]				
M(-1)	-1.236561 (0.13805) [-8.95751]				
PIB(-1)	-0.709559 (0.03323) [-21.3514]				
TF(-1)	-0.071222 (0.01835) [-3.88181]				
C	0.390994				

Error Correction:	D(CONS)	D(INV)	D(M)	D(PIB)	D(TF)
CointEq1	-0.194940 (0.71294) [-0.27343]	-1.094812 (0.31880) [-3.43414]	-1.524217 (0.33204) [-4.59053]	-0.724784 (0.78412) [-0.92433]	4.509448 (3.06688) [1.47037]
D(CONS(-1))	-2.037557 (1.49712) [-1.36098]	0.219678 (0.66946) [0.32814]	-0.443352 (0.69725) [-0.63586]	-2.128758 (1.64659) [-1.29283]	-1.099323 (6.44025) [-0.17070]
D(CONS(-2))	4.198355 (1.66329) [2.52413]	3.459691 (0.74377) [4.65157]	3.902333 (0.77464) [5.03761]	5.443902 (1.82935) [2.97587]	-10.18447 (7.15506) [-1.42339]
D(INV(-1))	-2.351012 (1.50800) [-1.55902]	-1.834160 (0.67433) [-2.71998]	-1.361571 (0.70232) [-1.93868]	-2.943501 (1.65856) [-1.77474]	4.056938 (6.48705) [0.62539]
D(INV(-2))	0.830874 (1.24451) [0.66763]	0.382151 (0.55650) [0.68670]	-0.001302 (0.57960) [-0.00225]	0.861424 (1.36876) [0.62935]	-0.862773 (5.35357) [-0.16116]
D(M(-1))	1.354304 (1.30668) [1.03645]	-0.040241 (0.58430) [-0.06887]	-0.579703 (0.60856) [-0.95259]	1.354663 (1.43714) [0.94261]	1.930044 (5.62101) [0.34336]
D(M(-2))	-1.679989	-1.556127	-1.800390	-2.279124	1.805887

ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LE TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

	(1.21702)	(0.54421)	(0.56680)	(1.33852)	(5.23532)
	[-1.38041]	[-2.85942]	[-3.17641]	[-1.70272]	[0.34494]
D(PIB(-1))	2.686391	0.638707	1.499957	3.091448	-1.423643
	(1.17042)	(0.52337)	(0.54509)	(1.28727)	(5.03483)
	[2.29525]	[1.22037]	[2.75174]	[2.40156]	[-0.28276]
D(PIB(-2))	-3.684073	-2.770960	-2.884646	-4.685323	9.681587
	(1.43361)	(0.64106)	(0.66767)	(1.57673)	(6.16701)
	[-2.56979]	[-4.32246]	[-4.32047]	[-2.97154]	[1.56990]
D(TF(-1))	0.207396	0.047775	0.116281	0.228798	-0.200594
	(0.06046)	(0.02704)	(0.02816)	(0.06649)	(0.26008)
	[3.43039]	[1.76716]	[4.12970]	[3.44087]	[-0.77129]
D(TF(-2))	-0.178621	-0.078517	-0.065161	-0.207312	0.234768
	(0.08818)	(0.03943)	(0.04107)	(0.09699)	(0.37934)
	[-2.02556]	[-1.99115]	[-1.58660]	[-2.13751]	[0.61888]
C	0.115196	0.078672	0.055970	0.166737	-0.306870
	(0.07654)	(0.03423)	(0.03565)	(0.08419)	(0.32927)
	[1.50496]	[2.29848]	[1.57007]	[1.98059]	[-0.93197]
R-squared	0.703051	0.789126	0.854359	0.723891	0.370676
Adj. R-squared	0.485288	0.634485	0.747555	0.521412	-0.090828
Sum sq. resid	1.077030	0.215361	0.233610	1.302818	19.93048
S.E. equation	0.267959	0.119822	0.124796	0.294711	1.152692
F-statistic	3.228513	5.102960	7.999355	3.575132	0.803192
Log likelihood	5.180660	26.91090	25.81285	2.611312	-34.21292
Akaike AIC	0.505136	-1.104511	-1.023174	0.695458	3.423179
Schwarz SC	1.081064	-0.528584	-0.447247	1.271386	3.999107
Mean dependent	0.238370	0.081074	0.142000	0.296778	-0.024815
S.D. dependent	0.373496	0.198192	0.248380	0.426005	1.103660
Determinant resid covariance (dof adj.)		5.27E-09			
Determinant resid covariance		2.79E-10			
Log likelihood		105.4506			
Akaike information criterion		-2.996343			
Schwarz criterion		0.123264			

ANNEXE 5: Test de cointégration de Johansen

Date: 08/31/16 Time: 23:13
Sample (adjusted): 1987 2014
Included observations: 28 after adjustments
Trend assumption: Linear deterministic trend
Series: CONS INV M PIB TF
Lags interval (in first differences): 1 to 1

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.853326	86.82122	69.81889	0.0012

ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LE TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

At most 1	0.459806	33.07403	47.85613	0.5527
At most 2	0.261098	15.83085	29.79707	0.7241
At most 3	0.230731	7.358329	15.49471	0.5363
At most 4	0.000483	0.013535	3.841466	0.9072

Trace test indicates 1 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

ANNEXE 6: Causalité de Granger

Pairwise Granger Causality Tests

Date: 08/31/16 Time: 23:19

Sample: 1985 2014

Lags: 2

Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
INV does not Granger Cause CONS	28	0.07902	0.9243
CONS does not Granger Cause INV		0.66201	0.5254
M does not Granger Cause CONS	28	1.72097	0.2011
CONS does not Granger Cause M		2.40328	0.1128
PIB does not Granger Cause CONS	28	0.44847	0.6441
CONS does not Granger Cause PIB		0.62894	0.5421
TF does not Granger Cause CONS	28	4.59447	0.0210
CONS does not Granger Cause TF		0.25778	0.7750
M does not Granger Cause INV	28	1.53432	0.2369
INV does not Granger Cause M		0.26661	0.7683
PIB does not Granger Cause INV	28	0.78127	0.4696
INV does not Granger Cause PIB		0.13376	0.8755
TF does not Granger Cause INV	28	0.38886	0.6822
INV does not Granger Cause TF		0.77526	0.4722
PIB does not Granger Cause M	28	2.07052	0.1490
M does not Granger Cause PIB		1.37356	0.2732
TF does not Granger Cause M	28	2.87543	0.0768
M does not Granger Cause TF		0.67383	0.5195
TF does not Granger Cause PIB	28	3.95042	0.0335
PIB does not Granger Cause TF		0.29405	0.7480

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT	i
DEDICACES 1	ii
DEDICACES 2	iii
REMERCIEMENTS.....	iv
LISTE DES GRAPHIQUES.....	v
LISTE DES TABLEAUX	v
LISTE DES ANNEXES	v
SIGLES ET ABREVIATIONS	vi
Résumé :	viii
Abstract :	viii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE ET INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE.....	2
I- Cadre théorique.....	2
1. Problématique, objectifs et hypothèses.....	2
2. Revue de la littérature	5
2.1. Clarification des concepts.....	5
2.2. Etats des lieux	7
2.3. Théories sur les motivations des transferts de fonds des migrants.....	9
2.3.1. L'altruisme.....	9
2.3.2. L'échange ou la réciprocité	9
2.4. Transfert de fonds des migrants et croissance économique	10
2.4.1. Effets positifs des transferts.....	10
2.4.2. Effets négatifs des transferts.....	11
2.4.3. Effets nuls des transferts	12
II- Cadre institutionnel.....	14
1. Présentation du MPD.....	14
1.1. Historique.....	14
1.2. Mission et Attribution	14
1.3. Organisation du Ministère.....	16
2. Cadre physique de l'étude : la DPP	16
2.1. Missions et attributions de la DPP	16
2.2. Organisation de la DPP	17
CHAPITRE II : CADRE METHODOLOGIQUE ET RESULTAT DE L'ETUDE.....	18

ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LE TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

I- Méthodologie de la recherche.....	18
1. Description de la méthode	18
1.1. Choix des variables et prédictions théoriques sur l'effet des variables	19
2. Méthode d'estimation.....	21
2.1. Présentation des différents tests économétriques	21
2.2. Stationnarité des différents variables.....	21
2.3. Nombre de retard optimal (Lag optimal)	22
2.4. La causalité.....	23
2.5. Sources des données de l'étude	24
II- Présentation et analyses des résultats	24
1. La modélisation VAR	24
2. Dynamique des différentes variables	25
3. Test de stationnarité	26
4. Causalité.....	28
5. Analyse des résultats économétrique et implication en termes de politique économique	28
5.1. Impact des transferts de fonds sur la croissance économique.....	28
5.2. Les fonctions de réponses.....	30
5.3. Importance des transferts de fonds des migrants dans le développement économique	
d'un pays.....	31
CONCLUSION ET SUGESSTIONS	35
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUE	36
TABLE DES MATIERES	54

